



PARIS21 : Partnerships In Statistics for Development in the 21th Century

Task Team : Appui statistique renforcé pour le suivi-évaluation des objectifs de développement

Rapport sur l'étude pays

BURKINA FASO

ABREVIATIONS ET ACRONYMES

AFD	<i>Agence Française de Développement</i>
AFRISTAT	<i>Observatoire Economique et Statistique d'Afrique Subsaharienne</i>
CASRP	<i>Crédit d'Appui à la Stratégie de Réduction de la Pauvreté</i>
CDMT	<i>Cadre des dépenses à moyen terme</i>
CFAF	<i>Communauté Financière d'Afrique</i>
CMPS	<i>Centre médical et de promotion sociale</i>
CNCS	<i>Conseil National de Coordination Statistique</i>
CSLP	<i>Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté</i>
DEP	<i>Direction des Etudes et de la Planification</i>
DSRP	<i>Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté</i>
EBCVM	<i>Enquête Burkinabé sur les Conditions de Vie des Ménages</i>
EC	<i>Commission Européenne</i>
EM	<i>Enquête maraîchère</i>
EPA	<i>Enquête Permanente Agricole</i>
EU	<i>Union Européenne</i>
EUROCOST	<i>Centre européen pour les comparaisons internationales de coût de la vie</i>
EUROSTAT	<i>Office statistique des communautés européennes</i>
FAO	<i>Food and Agriculture Organization</i>
FMI	<i>Fonds Monétaire International</i>
GTZ	<i>Deutsche Gesellschaft für Technische Zusammenarbeit (agence de coopération technique)</i>
INSD	<i>Institut National de la Statistique et de la Démographie</i>
INSEE	<i>Institut National de la Statistique et des Etudes Economiques</i>
MAHRH	<i>Ministère de l'Agriculture de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques</i>
MATD	<i>Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation</i>
MEBA	<i>Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation</i>
MEDEV	<i>Ministère de l'Economie et du Développement</i>
MFB	<i>Ministère des Finances et du Budget</i>
MPF	<i>Ministère de la Promotion de la Femme</i>
MTEJ	<i>Ministère du Travail, de l'Emploi et de la Jeunesse</i>
OMD	<i>Objectifs du Millénaire pour le Développement</i>
ONAPAD	<i>Observatoire National de la Pauvreté et du Développement Humain Durable</i>
ONUSIDA	<i>United Nations Department of Economic and Social Affairs</i>
PARIS21	<i>Partnership in Statistics for Development in the 21st Century</i>
PNUD	<i>Programme des Nations Unies pour le Développement</i>
PPTE	<i>Pays Pauvres Très Endettés</i>
QUIBB	<i>Questionnaire des Indicateurs de base de bien-être</i>
RGPH	<i>Recensement Général de la Population et de l'Habitat</i>
RONC	<i>Rapport sur l'observation des normes et des codes</i>
SGDD	<i>Système généralisé de Diffusion des Données</i>
SP/ PPF	<i>Secrétariat Permanent pour le suivi des Politiques et Programmes Financiers</i>
STATCAP	<i>Programme de la Banque Mondiale pour le renforcement des capacités statistiques</i>
STC/PDES	<i>Secrétariat Technique et de Coordination des Programmes de Développement Economique et Social</i>
UE	<i>Union Européenne</i>
UEMOA	<i>Union Economique et Monétaire Ouest Africaine</i>
UNDESA	<i>Nations-Unies. Département des Affaires Economiques et Sociales</i>

PLAN

PLAN	3
1. INTRODUCTION	4
2. REVUE DES QUESTIONS CLES	4
2.1 Sources et méthodes d'estimation des indicateurs clés	4
2.1.1 Documentation des sources et des méthodes	4
2.1.2 Evaluation des sources de données par rapport aux indicateurs clés	11
2.2 La demande pour les indicateurs	14
2.2.1 Utilisateurs de données	14
2.2.2 Producteurs de données	15
2.2.3 Dialogue Utilisateur / Producteur	16
2.3 Capacité statistique	16
2.3.1 Ressources financières	16
2.3.2 Ressources humaines	17
2.3.3 Ressources matérielles	18
2.3.4 Cadre organisationnel	19
2.4 Soutien gouvernemental et soutien des donateurs	19
2.4.1 Soutien gouvernemental	19
2.4.2 Soutien des donateurs	20
3. PISTES D'AMELIORATION	20
3.1 Sources et méthodes pour l'estimation des indicateurs clés	20
3.2 Demande pour les indicateurs	22
3.3 Capacité statistique	22
3.4 Soutien gouvernemental et soutien des donateurs	24
4. ESTIMATIONS DES COÛTS D'AMELIORATION	25
5. CONCLUSIONS	27
ANNEXE 1: PERSONNES RENCONTREES	28
ANNEXE 2 : METHODOLOGIES DES INDICATEURS	30
ANNEXE 3 : SOURCES ET SYSTEMES DE DONNEES	33
ANNEXE 4 : DISPONIBILITE FUTURE DES INDICATEURS	35
ANNEXE 5 : COMPARAISON DES SOURCES NATIONALES ET INTERNATIONALES	38
ANNEXE 6 : INDICATEURS DU RENFORCEMENT DES CAPACITES STATISTIQUES	41
ANNEXE 7 : PROJETS APPUYES PAR LES BAILLEURS	43
ANNEXE 8 : INDICATEURS CLE DU CSLP ET DES OMD	44
ANNEXE 9 : DOCUMENTS CONSULTES	45

1. INTRODUCTION

Une « task team » du consortium PARIS21 a conduit une série d'études pour améliorer la compréhension des systèmes d'information afin de suivre les progrès vers des objectifs nationaux tels que les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) et des Documents de Stratégie et de Réduction de la Pauvreté (DSRP¹). Six pays ont été sélectionnés pour l'étude de cas : la Bolivie, le Burkina Faso, le Cambodge, le Malawi, la Moldavie et le Yémen.

Une équipe composée de Pilar Guzman (CE), Robert Johnston (UNDESA/Division de la Statistique), Nicolas Ponty (PNUD) et Naoko Watanabe (Banque Mondiale) a travaillé sur le terrain au Burkina Faso du 6 au 16 janvier 2004. Les travaux comprenaient : (i) des entretiens avec l'Institut National de la Statistique et de la Démographie (INSD), la Direction des Etudes et de la Planification (DEP) des ministères concernés et des institutions bilatérales et multilatérales (annexe 1); et (ii) la documentation et l'évaluation des sources et des méthodologies pour l'estimation des indicateurs-clés de développement, la demande pour ces indicateurs, la capacité statistique, et le soutien du gouvernement et des donateurs.

Le but principal du présent rapport est de passer en revue la capacité et les pratiques actuelles du système national statistique, de formuler des recommandations pour améliorer la disponibilité et l'utilisation de données et assurer le suivi des objectifs de développement, et enfin d'étudier les implications financières de ces recommandations.

2. REVUE DES QUESTIONS CLES

2.1 Sources et méthodes d'estimation des indicateurs clés

La consultation des bases de données des organisations internationales pour rechercher les indicateurs de développement du Burkina Faso révèle une disponibilité irrégulière qui correspond aux années d'enquête auprès des ménages, tandis que l'examen des sources nationales prouve qu'un large éventail d'indicateurs est produit à travers des sources régulières et des enquêtes. Les sections suivantes décrivent et passent en revue les sources et les méthodes utilisées pour l'évaluation des indicateurs clés de développement. Une sélection d'indicateurs, les sources et méthodes correspondantes, leur disponibilité historique et future, et la comparaison des indicateurs OMD de sources nationale et internationale sont disponibles respectivement en annexes 2, 3, 4 et 5.

2.1.1 Documentation des sources et des méthodes

Les indicateurs intéressants sont obtenus essentiellement par les sources suivantes :

Enquêtes :

Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH)

Enquête Burkinabé sur les Conditions de Vie des Ménages (EBCVM)

Enquête démographique et sanitaire (EDS – *Enquête Démographique et de Santé*)

¹ Au Burkina Faso, le DSRP est plus communément appelé Cadre Stratégique de Lutte contre la Pauvreté (CSLP).

Enquête à indicateurs multiples (EIM)
Enquête 1-2-3
Enquête sur les dépenses des ménages
Enquêtes agricoles

Sources administratives :

Etat civil
Système d'information de l'enseignement primaire
Système national d'information sanitaire (SNIS)
Système d'information VIH/SIDA

(a) Recensement Général de la Population et de l'Habitat

Le recensement de la population est entrepris environ tous les 10 ans par l'INSD. Des recensements ont eu lieu en 1975, 1985 et 1996, et le prochain est prévu pour 2006. Le Recensement Général de la Population et de l'Habitat (RGPH) de 1996 comprenait pour la première fois une section "habitat" et a bénéficié du soutien financier d'un certain nombre d'organisations internationales, dont l'Union Européenne, l'UNFPA et l'UNICEF.

Toutes les personnes résidant dans le pays durant les 12 mois précédents ont été incluses dans le RGPH, et des informations sur l'immigration ont également été enregistrées. Toutefois, selon l'INSD, il a été difficile d'établir les frontières précises du pays, et parfois de décider si dans certaines zones tel petit groupe d'habitations appartenait au Burkina-Faso ou à un pays limitrophe. En l'absence d'une enquête post dénombrement, il est impossible d'estimer les erreurs de couverture et les limites de la couverture du recensement dues à cet obstacle.

Un problème important rencontré lors du RGPH provient du fait que beaucoup de gens ne connaissent pas leur date de naissance exacte. Les sondeurs ont tenté d'aider les sondés à spécifier l'âge, notamment l'âge des enfants, en se référant aux événements locaux. Toutefois, les chiffres ainsi obtenus ont eu tendance à être des chiffres "ronds" (par exemple 5, 10, etc.). Afin de corriger ces pics, les projections de population ne sont pas basées sur les chiffres bruts du RGPH mais plutôt sur les estimations ajustées par un processus moyenne mobile.

L'enquête intercensitaire, prévue pour 2001, n'a pas eu lieu en raison d'un manque de financement. Par conséquent, le total de la population est mis à jour chaque année en se basant sur un taux de croissance fixe de 2.4% (le taux de croissance moyen pour la période 1985-1996), même si des tentatives ont été faites pour ajuster ce taux de croissance. Ces projections de population, disponibles jusqu'en 2010, sont produites par l'INSD et utilisées par tous les organismes gouvernementaux pour le calcul d'indicateurs. Les incertitudes en matière d'estimation de population totale et partielle par sexe et par âge sont une source préoccupante d'incertitudes pour les estimations d'un grand nombre d'indicateurs basés sur la population dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'emploi, et dans les cumuls nationaux de revenus et de consommation des ménages.

(b) Enquête Burkinabé sur les Conditions de Vie des Ménages

L'Enquête Burkinabé sur les Conditions de Vie des Ménages a été réalisée par l'INSD, le plus récemment en 2003 (EBCVM), et également en 1994 et en 1998 en tant qu'Enquête Prioritaire (EP I et II). L'EBCVM a été financée par le gouvernement avec l'assistance technique du PNUD et de la Banque Mondiale. La prochaine enquête est prévue pour 2007 avec le soutien financier de la Banque Mondiale. En parallèle, un projet est en cours pour établir une enquête annuelle basée sur le questionnaire de la Banque Mondiale, le « *Questionnaire des Indicateurs de Base de Bien-être* » (QUIBB) ; cette enquête ferait partie d'un programme régional (Programme d'Appui Régional de Suivi et Evaluation de la Pauvreté) avec l'assistance technique de l'Agence Canadienne pour la Coopération Internationale.

L'Enquête sur les Conditions de Vie des Ménages fournit des données sur la consommation et les dépenses des ménages, leur revenus, leur production agricole, l'emploi, le chômage, et l'accès aux services de base. Deux modules supplémentaires ont été ajoutés dans l'EBCVM : l'impact de la crise en Côte d'Ivoire, particulièrement le transfert de fonds et le QUIBB, qui est d'une importance cruciale pour le suivi des indicateurs de développement. L'échantillon comprenait 8 500 ménages et était conçu de manière à produire des estimations fiables au niveau régional pour chacune des 13 régions du pays.

Un certain nombre d'indicateurs clés OMD/DSRP provient de cette enquête, comme la prévalence de la pauvreté et l'écart de pauvreté, la situation nutritionnelle, et le taux brut d'inscription au primaire. Les autres informations pertinentes récoltées incluent des données sur l'éducation (alphabétisation, niveau maximum atteint), la santé (maladies/blessures, santé de la reproduction, utilisation de services), le patrimoine du ménage (services, bétail, inventaire céréalier), l'habitat (eau, conditions sanitaires, accès aux services de base), l'emploi principal et secondaire, le chômage, les dépenses et la consommation (alimentation, produits non-alimentaires, éducation, santé), les revenus (d'origine agricole et non-agricole, les transferts de fonds), et l'accès aux services (école primaire et secondaire, centres de soins, points d'eau).

Bien que la méthodologie de l'enquête soit largement fiable, certains problèmes de comparabilité demandent une attention particulière. En raison de difficultés financières et administratives, EP I, II et EBCVM ont été menés durant différentes périodes de l'année, respectivement octobre - janvier, mai-août et avril-juillet. Etant donné que la population est largement dépendante de la production agricole, la période durant laquelle l'enquête a lieu (en particulier si elle a lieu avant ou après une récolte) a une influence directe sur le niveau de bien-être perçu par les ménages.

La période de référence représente un autre problème. La période de rappel de 30 jours pour les dépenses alimentaires dans EP I a été raccourcie à quinze jours dans EP II et EBCVM, ce qui tend à causer une surestimation des dépenses. De plus, les dépenses sont estimées à partir d'une seule visite ; la saisonnalité affecte donc les résultats. Ceci réduit la comparabilité inter-temporelle entre les données de consommation, et la cohérence entre les estimations de consommation des enquêtes sur les ménages et celles des comptes nationaux. Enfin, au niveau administratif, l'enquête a rencontré de nombreuses difficultés au niveau de la disponibilité des véhicules, du paiement des enquêteurs, et du manque de sensibilisation des enquêtés.

(c) *Enquête Démographique et de santé (EDS)*

L'enquête EDS a eu lieu en 1992/3, 1998/99 et 2003. Elle a été conduite par l'INSD, financée par l'USAID, l'UNFPA, l'UNICEF et un projet multisectoriel de lutte contre le VIH / SIDA et supervisée par ORC-Macro. Lors de la dernière enquête EDS la taille de l'échantillon a été augmentée pour atteindre 9 470 ménages (12 000 femmes et 4 000 hommes), ce qui représente presque un doublement par rapport aux deux enquêtes précédentes. L'enquête est représentative des treize régions du pays. L'enquête EDS fournit des informations sur un large éventail d'indicateurs de santé, de nutrition et de population. Au Burkina Faso, l'EDS est utilisée comme une source de données fiable pour les indicateurs des OMD et du DSRP tels que l'état nutritionnel des enfants de moins de 5 ans, la mortalité infantile, la mortalité maternelle, les naissances assistées, la prévalence du VIH, la prévalence de la contraception, et l'accès aux services de santé.

Le questionnaire standard de l'enquête inclut des questions sur : (i) tous les membres du foyer: caractéristiques du foyer, niveau d'éducation ; (ii) femmes de 15 à 49 ans : caractéristiques socio-démographiques de l'enquêtée, statut nutritionnel, reproduction, contraception, maternité, soins post-natals et allaitement, mariage et activité sexuelle, choix de fécondité, milieu du mari et travail des femmes, sida et autres maladies sexuellement transmissibles ; et (iii) enfants de moins de 5 ans : vaccination, santé et statut nutritionnel.

L'étude EDS de 2003 au Burkina Faso a été adaptée aux besoins spécifiques du pays et contenait des modules supplémentaires sur le SIDA (comportement, connaissance et tests), les déficiences nutritionnelles, l'excision des femmes, et la malaria. De plus, l'enquête Hommes a été conduite pour poser aux hommes âgés de 15 à 49 ans des questions similaires à celles posées aux femmes (si applicables), avec des modules supplémentaires sur les choix de fécondité, la participation aux soins sanitaires, et l'attitude vis-à-vis des rôles hommes / femmes.

(d) Enquête à indicateurs multiples (EIM)

L'enquête EIM a été mise en place en 1996 par le Ministère de l'Action Sociale et de la Famille, avec l'appui financier de l'UNICEF, de l'UNFPA et de l'OMS, et l'assistance technique de l'INSD. L'objectif était de suivre et d'évaluer le plan national pour la survie et la protection des enfants que le Burkina Faso a mis en place après le Sommet Mondial des Enfants en septembre 1990. EIM n'a pas eu lieu depuis 1996 et a été remplacé par l'enquête EDS.

Le questionnaire se concentre sur la santé des enfants de moins de 5 ans y compris les maladies qu'ils peuvent contracter (par exemple diarrhée et malaria), la vaccination, l'allaitement, et la disponibilité de l'eau potable et des sanitaires. Il couvre également l'éducation des enfants de 5 à 15 ans (par exemple les inscriptions et la présence) ainsi que les grossesses et l'alphabétisation chez les femmes. 4 500 foyers ont été couverts, dont 30% ont été vérifiés au niveau de la qualité de l'information récupérée. La méthodologie et les résultats ont été publiés dans " *Situation des enfants au Burkina Faso 1996.*" Les résultats de l'étude ont également été utilisés dans des bases de données et des rapports par des organisations internationales.

(e) Enquête 1-2-3

Cette enquête a été conduite dans la capitale Ouagadougou par l'INSD en trois phases : la première phase en septembre / octobre 2001 ; la deuxième en décembre 2001 ; et la troisième en avril / mai 2003. Les deux premières phases ont été financées par l'UE à travers le *Programme d'Appui Régional à la Statistique*, et la troisième phase a été financée par la Banque Mondiale et l'Agence de Coopération Française. AFRISTAT était en charge de l'assistance technique.

Chaque phase se concentrait sur un thème particulier et comportait un questionnaire correspondant à ce thème. Pendant la phase 1, la collecte portait sur l'emploi. La phase 2 concernait le travail non officiel et les caractéristiques de l'entreprise, et la phase 3 la consommation des ménages.

Pour la première phase, un échantillon de 2 500 foyers a été sélectionné. Des 2 554 foyers identifiés comme unités informelles, 1 008 ont été sélectionnés et utilisés comme unités d'échantillonnage pour l'étape suivante. De même, un sous-échantillon de 1 018 foyers a été sélectionné à partir de l'échantillon d'origine pour la phase 3. A la troisième étape, un fort taux de non-réponse (9%) a été détecté. On considère que la migration interne qui a eu lieu entre les première et troisième phases explique ce taux.

(f) Enquête sur les Dépenses des Ménages

Cette enquête a été conduite en 1996 par tous les bureaux nationaux de la statistique de tous les pays de l'UEMOA avec l'assistance technique de l'INSEE français. Les informations sur les dépenses des ménages ont été collectées à partir d'un échantillon de 1 008 foyers à Ouagadougou de manière à établir le panier de consommation de base afin d'harmoniser l'index des prix à la consommation.

(g) Enquêtes Agricoles

Le Ministère de l'Agriculture, de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques (MAHRH) conduit 2 enquêtes : l'Enquête Permanente Agricole (EPA) et l'Enquête Maraîchère (EM).

L'EPA a eu lieu annuellement depuis 1993 et a été financée par la Coopération Hollandaise jusqu'en 2002, par le gouvernement et les donateurs en 2003, et va recevoir un support financier de l'UE et de la Coopération Danoise en 2004, et de la Banque Mondiale en 2005. L'échantillonnage est basé sur le recensement agricole et l'échantillon est sélectionné en deux étapes : 706 villages sont d'abord sélectionnés (étape 1), à partir desquels 4 370 fermes sont tirées (étape 2). De cette enquête sont issues des données sur la surface, le type et les pratiques de la production, l'emploi, l'équipement, les apports, les stocks, les troupeaux, les prévisions de rendement, l'utilisation des rendements agricoles et les prix. Les résultats sont agrégés au niveau provincial et publiés dans une publication annuelle.

L'EM a été conduite annuellement depuis 1990 entre janvier et avril durant la saison agricole creuse et collecte des données sur les activités agricoles, en particulier sur la production de légumes, à partir d'un échantillon d'environ 10 000 fermiers dans 500 villages.

Le dernier recensement agricole a eu lieu en 1993 et devait avoir lieu à nouveau en 2003 selon les recommandations de la FAO, mais il a dû être repoussé pour cause de manque de financement, et aucune nouvelle date n'a été fixée. De même, le recensement des points d'eau potable a eu lieu en 1995 mais aucun nouveau recensement n'est planifié pour l'instant.

(h) Etat civil

Les statistiques sur l'état civil sont collectées par le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation (MATD) à travers son réseau de bureaux locaux dans 49 communes urbaines et 302 communes rurales. L'état civil consiste en l'envoi trimestriel aux provinces puis aux régions et enfin à la Direction des Etudes et de la Planification et au Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation des registres administratifs communaux (naissances, décès et mariages).

Les statistiques d'état civil sont ni agrégées au niveau national ni utilisées pour mettre à jour les statistiques de population du recensement en raison essentiellement de la faible couverture de la population, en particulier dans les zones rurales. Cette faible couverture peut être due à plusieurs facteurs tels que l'inaccessibilité aux bureaux d'enregistrement, le manque de motivation et d'encouragement à l'enregistrement, le fort taux d'illettrisme. Le Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation a pour ambition de promouvoir l'enregistrement grâce à une campagne permanente, et le réaligement futur des frontières administratives est considéré comme un facteur de facilitation de l'enregistrement.

(i) Système d'Information sur l'Enseignement Primaire

Le Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation (MEBA) est chargé de l'Enquête Annuelle sur l'Enseignement Primaire, qui collecte des informations grâce à un questionnaire distribué à toutes les écoles publiques (5 028) et privées (776) du Burkina Faso. En remplissant le questionnaire, chaque école fournit des informations sur la structure des établissements éducatifs (public-privé, urbain-rural), le nombre d'élèves (âge, genre, profession des parents), le nombre de professeurs (catégorie, genre, système d'enseignement), les infrastructures de l'école (taille, équipement, disponibilité de l'eau, accessibilité de l'école), les caractéristiques et l'état des établissements, et l'équipement de l'école et des enseignants. Un certain nombre d'indicateurs de l'éducation provient de cet exercice comme par exemple les taux nets et bruts de scolarisation, le taux brut d'admission, le taux de réussite, le taux de redoublement et le taux d'abandon. Ces indicateurs sont disponibles au niveau provincial et également par genre et par zone (urbain/rural) ; ils sont publiés dans l'annuaire statistique sur l'éducation de base.

De plus, le Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation organise chaque année une autre opération, l'*Enquête Statistique Rapide de Rentrée Scolaire* d'obtenir des informations sur l'enseignement au début de chaque année scolaire. Les données recueillies incluent le nombre d'élèves et de redoublants par genre, le nombre d'enseignants (par catégorie et genre), et le nombre de salles de classe.

Ces exercices mettent en lumière plusieurs problèmes. Tout d'abord, en dépit de la couverture élevée de l'enquête, les écoles coraniques et les institutions organisant des cours du soir ne sont pas toutes incluses. Selon la DEP/MEBA, l'inclusion de ce type d'école pourrait affecter les résultats de manière significative. De même, les activités visant à promouvoir l'apprentissage de la lecture et de l'écriture de certaines ONG ne sont pas enregistrées, ce qui pourrait conduire à sous-estimer le taux d'alphabétisation. Ce problème est exacerbé par le fait que l'alphabétisation est généralement mesurée par rapport à l'obtention de diplômes (par exemple des certificats), ce qui ne prend pas en compte les personnes préalablement alphabétisées qui sont devenues illettrées au fil du temps.

Deuxièmement, ces études annuelles ne sont pas toujours conduites à la même époque de l'année, mais plutôt au moment où le financement est disponible. Il en résulte que certains indicateurs tels que les taux d'inscription reflètent des situations scolaires différentes à différents mois de l'année. Par exemple, en pleine saison agricole, les élèves sont plus souvent absents que durant la saison creuse. De plus, l'adoption récente par l'INSD d'ajustements des projections de population (utilisées pour beaucoup d'indicateurs d'éducation) par l'utilisation du taux fixe de croissance de 2,4%, réduit la comparabilité inter-temporelle.

Enfin, il y a une pénurie de personnel suffisamment qualifié en statistique pour le traitement des questionnaires remplis par les directeurs d'établissements, en particulier dans les bureaux régionaux du MEBA.

(j) Système National d'Information Sanitaire

Le Ministère de la Santé collecte de grandes quantités d'informations à travers le Système National d'Information Sanitaire (SNIS). Le pays est divisé en 55 districts sanitaires et chaque district comporte une unité qui traite chaque trimestre un questionnaire rempli mensuellement par les 2 015 centres médicaux et de promotion sociale. Le SNIS extrait des données sur le planning familial, les soins avant la naissance, les grossesses à risques, la mortalité maternelle, les naissances (suivies ou non dans une maternité), l'état nutritionnel des enfants, la vaccination, les maladies sexuellement transmissibles, les consultations externes, les soins aux patients hospitalisés, les causes de mortalité, les maladies qui demandent une attention particulière, et les ressources et équipements des établissements. Les données routinières sont envoyées au DEP alors que celles concernant les maladies potentiellement épidémiques sont traitées par une unité différente. Les données sont compilées au niveau national et publiées dans l'annuaire statistique.

Comme dans d'autres secteurs, le SNIS souffre d'une couverture non exhaustive sur certains points. Par exemple, les centres de santé privés n'exercent pas leur responsabilité de collecte et de diffusion de la même manière que leurs équivalents publics. En particulier, les centres privés qui cherchent à faire des profits ne donnent pas d'informations, ou des informations très partielles. De plus, le système d'enregistrement de l'état civil est très peu utilisé et les décès en dehors de l'hôpital sont donc rapportés par les chefs de villages, dont la coopération avec le SNIS n'est pas spécifiquement rémunérée. En conséquence, les indicateurs de résultats sur la santé tels que la mortalité doivent s'appuyer sur les enquêtes sur les ménages.

(k) *Système d'information VIH / SIDA*

La prévalence du VIH / SIDA est estimée grâce à quatre sources différentes : (i) les tests sur les femmes enceintes fréquentant l'un des cinq sites sentinelles du pays (qui passeront à dix en 2004) ; (ii) le nombre de cas déclarés par les centres de santé ; (iii) une enquête périodique conduite par le Conseil National de Lutte contre le Sida dans les cinq régions les plus peuplées ; et (iv) l'enquête Démographique et de Santé (EDS).

Il a été remarqué que ces sources donnent souvent des résultats incohérents. L'une des raisons est qu'une information fiable sur les causes de décès, SIDA compris, n'est pas disponible ; une autre raison est que le pays a récemment été le théâtre de déplacements de population vers et depuis la Côte d'Ivoire.

2.1.2 Evaluation des sources de données par rapport aux indicateurs clés

La section précédente décrivait les principales sources de données et les problèmes concernant chacune des sources. La présente section se concentre sur les domaines préoccupants liés aux sources nationales qui doivent être améliorés et examine la comparabilité des principaux indicateurs de développement entre les sources nationales et internationales.

(a) *Evaluation des sources nationales*

Tout d'abord, les activités de collecte d'informations, particulièrement les recensements et les enquêtes, sont fortement dépendantes de financements extérieurs. Les incertitudes de financement semblent gêner la programmation, et ont déjà par le passé empêché la mise en place d'activités planifiées : le recensement de 1996 a été retardé d'un an ; l'enquête intercensitaire prévue n'a pas eu lieu ; le délai entre les deux recensements agricoles dépasse dix ans ; les enquêtes sur les conditions de vie ont eu lieu à différentes périodes de l'année ; et chaque année l'exercice annuel du MEBA ne débute pas au moment prévu.

Tableau 1: MISE EN PLACE DES ENQUETES SELECTIONNEES DEPUIS 1993

	1993	1994	1995	1996	1997	1998	1999	2000	2001	2002	2003
EDS	X					X					X
EIM				X							
EBCVM		X				X					X
Enquête 1-2-3*									X		X

* Ouagadougou uniquement

Deuxièmement, au vu des ressources limitées, les activités pourraient être mieux coordonnées. Comme l'indique le tableau 1, deux enquêtes majeures sur les ménages, l'enquête sur les conditions de vie et l'enquête EDS, ont toutes les deux eu lieu en 1998 et 2003. Bien que cela ait pu faciliter la connaissance et le contrôle, cela a également eu comme conséquence la disponibilité irrégulière d'indicateurs clés et l'incohérence des données d'une enquête à l'autre (encadré 1). De plus, la charge de travail importante a mis beaucoup de pression sur l'INSD.

Troisièmement, les activités dont objectifs sont proches pourraient être mieux organisées, et le contenu des enquêtes devrait être harmonisé. Diverses enquêtes sur les ménages s'intéressent à des caractéristiques de base du foyer, comme par exemple l'alphabétisation des membres du foyer. Cependant, l'inspection des questionnaires des enquêtes a révélé que la définition de l'alphabétisation varie d'une enquête à l'autre et que les résultats ne sont pas directement comparables. Concernant les recensements, le recensement administratif est prévu pour 2004 et doit relever le nom des résidents ainsi que leur date de naissance pour préparer les listes électorales. Étant donné qu'il y a matière à lier ce recensement aux activités de recensements de la population (enquête intercensitaire), il pourrait y avoir plus de coopération technique entre les ministères concernés et l'INSD. Les différences au niveau des concepts de base, des définitions

Encadré 1

Différentes enquêtes pourraient donner des informations contradictoires sur les données pertinentes pour les décisions de politique, comme les indices anthropométriques. Ceci est illustré par la table ci-dessous qui compare des données EDS et des données EP. En 1998, le ratio taille / âge pour les enfants de moins de 5 ans était de 36,8 % selon le DHS et de 24,1 % selon l'EP. La tendance peut aussi varier d'une enquête à l'autre. L'EDS indique une tendance croissante du sous-poids (poids / âge) vers 1998 tandis que l'EP montre une tendance différente. Des analyses intensives suite aux enquêtes, avec des tests supplémentaires sur le terrain, pourraient permettre d'identifier les différences entre les méthodes de mesure responsables de tels écarts.

%	1993 EDS	1994 EP I	1998 EDS	1998 EP II	2003 EBCVM	2003 EDS
Taille / âge	29,4	53,0	36,8 [35,0-38,6]*	24,1	44,5	N/A
Poids / taille	13,3	18,0	13,2 [11,7-14,6]*	18,2	19,0	N/A
Poids / âge	29,5	47,0	34,3 [32,6-36,1]*	44,4	42,3	N/A

* deux écarts-type

et des méthodes de mesure d'une enquête à l'autre sont les causes les plus évidentes de l'incohérence entre différentes enquêtes pour beaucoup d'indicateurs clés MDG et PRSP.

Enfin, des efforts significatifs ont eu lieu pour établir un petit groupe d'indicateurs DSRP prioritaires, essentiellement des indicateurs de résultats. Les enquêtes semblent être "la source" de beaucoup de ces indicateurs en raison des problèmes de couverture liés aux sources administratives et à la faible capacité statistique (ressources humaines, infrastructures, réseau), notamment au niveau régional. Les enquêtes sont extrêmement utiles, cependant leurs limites techniques par exemple (erreurs d'échantillonnage plus nombreuses pour les réponses sur les causes de mortalité, possibilités limitées de désagrégation) doivent être comprises, et il faut prendre en considération les conséquences d'un recours constant aux enquêtes pour le développement des autres activités de production statistique en cours doivent être étudiées. À ce sujet, il est intéressant de noter que le CSLP 2004-2006 est accompagné du "Programme d'Actions Prioritaires" 2004-2006 (PAP) dont le but est d'associer aux objectifs PRSP des actions concrètes correspondant à 120 indicateurs. La mise en place du PAP souligne l'importance et la nécessité de compléter les indicateurs de résultats DSRP avec des indicateurs

d'input et intermédiaires, et d'exploiter les sources de données administratives aussi bien que les enquêtes.

(b) Comparaison des sources nationales et internationales

De façon similaire à l'inconsistance des données soulignées dans l'encadré 1, les problèmes de comparabilité entre sources aux sources nationales et internationales rendent difficiles l'interprétation des données et l'identification des tendances.

Le rapport national sur les OMD indique un taux brut de scolarisation en 2003 de 38% pour les filles et de 50% pour les garçons. Ces chiffres sont supérieurs d'environ 10 points aux taux nets de scolarisation publiés par l'UNESCO en 2000 (29% et 42% respectivement). L'UNESCO indique également des augmentations d'environ 10 points de 1990 à 2000 (à partir du niveau de 14% et 36% respectivement pour filles et garçons en 1990). Etant donné le degré d'estimation dans les données de l'UNESCO, le recours au taux brut de préférence au taux net pour le rapport national, il semble probable que les derniers chiffres nationaux et internationaux soient optimistes mais il est impossible de déterminer à quel point. Parce qu'il n'y a pas de données chiffrées nationales pour les années précédentes, la tendance donnée par l'UNESCO devrait donc être considérée avec tout autant de prudence.

Concernant l'égalité des sexes dans l'éducation, le rapport national sur les OMD ne donne des chiffres que pour le taux brut de scolarisation à l'école primaire pour chaque sexe et seulement pour l'année 2003, plutôt que les ratios par sexe à l'admission, ce qui aurait probablement été beaucoup plus fiable. Le ratio filles/garçons scolarisés mesuré à partir des données de l'UNESCO a augmenté de 62% en 1990 à 70% en 2000. On peut en déduire une assez bonne cohérence entre les deux sources en 2003 et de bons signes que l'égalité des sexes progresse. L'amélioration continue dans le domaine de l'admission scolaire et la comparaison des estimations avec les données des enquêtes pourraient confirmer ces tendances et constituer une bonne base pour soutenir les mesures nécessaires à l'atteinte de l'objectif au moins d'ici 2010.

Les estimations nationales et internationales de mortalité infantile montrent peu de changement entre 1990 et 1998, 108 et 105 pour 100 naissances vivantes respectivement. La situation de la mortalité des moins de 5 ans diffère très peu de celle de la mortalité infantile. Il y a plusieurs indications d'une tendance à la baisse avec des chiffres passant de plus de 200 en 1990 à moins de 200 en 2003, mais le chiffre officiel national de 127 pour l'année 1998 ne semble pas être corroboré par des données fiables et l'estimation de l'UNICEF pour 2003 est de 198. Bien que ces données puissent être considérées comme raisonnablement fiables, ce sont des estimations basées sur des enquêtes, et elles ne comportent pas de répartition locale détaillée, information essentielle pour mettre en place et diriger des politiques de santé infantile complètes au niveau local.

Les chiffres officiels pour le taux de mortalité maternelle montrent une légère baisse de 566 pour 1000 naissances vivantes en 1993 à 484 pour 1000 naissances vivantes en 1998. Pourtant, l'estimation de l'UNICEF et de l'OMS, fondée sur des données des enquêtes auprès des ménages, est de 1 400 en 1993. Les données officielles sont apparemment basées sur des enregistrements incomplets des naissances et des décès, tandis que les données de l'enquête comportent une large marge d'incertitude. Par conséquent ce chiffre, bien que très élevé, ne peut être pris en compte

pour en déduire une tendance. Une amélioration significative des données ne peut venir que d'une amélioration de l'offre de services de santé et de l'effort de recollecte de données qui accompagnerait cette amélioration.

Le chiffre officiel pour les décès dus à la malaria, 292 pour 100 000 en 2000, est supérieur à l'estimation internationale 2004 : 225. Ces estimations, basées sur l'analyse de données épidémiologiques diffuses, présentent des marges d'incertitude relativement élevées, mais donnent une bonne approximation de l'étendue endémique de cette maladie. Aucune tendance ne peut être déduite de l'une ou l'autre de ces sources, mais la gravité des décès dus à la malaria dans le pays n'en reste pas moins évident.

Selon les estimations officielles du gouvernement, les zones forestières dans le pays ont diminué d'environ 45% de 1980 à 2000, alors que selon les estimations du FAO elles n'ont pratiquement pas évolué entre 1990 et 2000 (27% en 1990 et 26% en 2000). Ce décalage important avec le rapport national devrait être examiné.

Il y a également une différence importante entre les estimations nationales et internationales concernant l'amélioration de l'alimentation en eau potable. L'estimation nationale montre une augmentation du pourcentage de la population desservie de 40% en 1990 à 69% en 2003, alors que l'OMS donne un pourcentage de 42% en 2000. Cette différence devrait être davantage analysée, et en prenant en compte les nouvelles estimations internationales devant être publiées fin 2004.

Pour les conditions sanitaires, seuls les chiffres pour 1998 et 2003 ont été fournis par le gouvernement, 28% en 1998 et 33% en 2003, à comparer avec l'estimation 2000 de l'OMS de 29%. Ces chiffres ont probablement tous deux comme source commune l'enquête EDS. Cependant, le chiffre gouvernemental de 2003 pour les zones urbaines (84%), qui semble être une surestimation considérable, est probablement basé sur des données de service limité plutôt que sur des informations provenant directement des enquêtes sur les ménages.

2.2 La demande pour les indicateurs

Pour évaluer correctement la demande pour les indicateurs de développement, il est essentiel d'évaluer les facteurs affectant la demande, c'est-à-dire les utilisateurs et les producteurs côté offre ainsi que les mécanismes qui les lient.

2.2.1 Utilisateurs de données

La demande interne pour des données a été perçue comme faible. Au Burkina Faso, les données quantitatives ont toujours peu été utilisées pour la mise en place de mesures et de politiques. Ceci peut être attribué au fait qu'il n'y a pas de tradition consistant à tenir les décideurs pour responsables de leurs mesures et actions. Dans les pays où des données chiffrées sont souvent citées pour juger la performance des décideurs (par exemple la croissance économique, la réduction du taux de chômage, etc.), la motivation pour l'utilisation de données pertinentes pour la prise de décision est forte. Au contraire, dans un pays comme le Burkina Faso où la majorité de la population est illettrée et où l'accès aux médias par une large population est limité, les

décideurs sont moins enclins à défendre leur bilan auprès de leurs électeurs à partir d'une analyse quantifiée. Cette situation crée la faiblesse de la demande.

Cette faiblesse de la demande interne contraste avec la forte demande des acteurs extérieurs. Les agences de statistiques visitées durant le travail sur le terrain ont presque unanimement indiqué que la principale demande d'information provenait des donateurs. Un exemple : le nouveau système de dons de l'Union Européenne, dont les montants sont liés à une série d'indicateurs de performance.

Cette demande asymétrique est toutefois en train de changer à mesure que des initiatives comme DSRP, PPTE et les OMD, impliquent des pratiques axées sur les résultats, sont de plus en plus intégrées aux processus de gestion des secteurs public et politique du pays. Le STC/PDES du Ministère de l'Economie et du Développement chargé du PRSP et la Direction Générale de l'Economie et de la Planification du MEDEV responsable du suivi PAP sont clairement demandeurs de données nationales. La mise en place d'organismes d'évaluation et de suivi de la pauvreté tels que l'ONAPAD (Observatoire National de la Pauvreté et du Développement Humain Durable) et l'ONEF montre que l'on s'oriente vers une approche davantage fondée sur l'évaluation quantifiée, renforcée par une plus grande capacité institutionnelle à utiliser les données pour l'analyse et la diffusion.

2.2.2 Producteurs de données

Le comportement des utilisateurs peut en partie être expliqué par les pratiques des producteurs. Selon l'enquête utilisateurs conduite dans le cadre du rapport RONC du FMI en 2003, moins de la moitié des sondés ont donné des réponses favorables en termes de périodicité, d'accessibilité, de calendrier, et de documentation méthodologique pour tous les secteurs statistiques macroéconomiques impliqués. Ceci suppose que même si les données sont recherchées pour une utilisation de planification, les utilisateurs ne peuvent pas facilement avoir accès à temps à des données mises à jour. Une telle demande insatisfaite réduit les attentes futures par rapport au système statistiques, et décourage ainsi encore plus la demande.

Encadré 2

Le projet "Micro Impact of Macro and Adjustment Policies", sponsorisé par l'Agence de Coopération Canadienne depuis 1998, est consacré à l'analyse de sujets liés à la pauvreté. Il a permis à des chercheurs de l'Université de Ouagadougou de publier des recherches sur la pauvreté, l'inégalité, le ciblage du micro-crédit, l'efficacité des dépenses publiques, etc. Les recherches expérimentales sur la pauvreté sont particulièrement importantes dans un pays comme le Burkina Faso où les fluctuations économiques sont intimement liées à l'évolution des revenus et où la distinction entre pauvreté chronique et pauvreté transitoire est une question-clé. Ce type d'initiative, qui conduit à des analyses par des chercheurs locaux sur les mesures et les politiques, et qui augmente la demande de données, doit être encouragé.

De plus, on observe souvent un manque de documentation et d'analyses ajoutant de la valeur aux données. Par exemple, les statistiques sont rarement accompagnées de méta données, même dans des publications essentielles comme les annuaires statistiques, ce qui réduit la fiabilité des données et leur exploitation dans la formulation de politiques. De même, les analyses qui

permettraient de relier les données et les décideurs ne sont pas toujours disponibles à temps. Dans certains cas, les annuaires statistiques sont publiés annuellement, mais les rapports complémentaires contenant des analyses propres à intéresser les décideurs ne sont pas produits régulièrement (cf. encadré 2). La disponibilité restreinte des sources de financement empêche une diffusion large des statistiques aux utilisateurs potentiels. Dans le cas du MEBA, le nombre d'exemplaires de l'annuaire statistique sur l'éducation publiés dépend directement des fonds disponibles. Même si le MEBA souhaite en partager l'utilisation avec ses antennes régionales, la plupart des exemplaires sont en réalité distribués aux donateurs.

2.2.3 Dialogue Utilisateur / Producteur

Tout comme l'analyse du marché est essentielle pour promouvoir la demande pour un bien ou un service, le dialogue producteur/utilisateur est vital pour l'adaptation du système de production des statistiques aux besoins évolutifs des utilisateurs. Actuellement, il n'existe pratiquement aucun mécanisme institutionnel reliant les utilisateurs aux producteurs. Les activités financées par des donateurs sont l'un des rares cas où les producteurs ont un retour de la part des utilisateurs : les donateurs, qui sont les utilisateurs principaux, contribuent au choix des données à collecter.

Le déséquilibre entre l'offre et la demande de données statistiques peut aussi être attribué aux manques institutionnels du CNCS (Conseil National de Coordination Statistique). Bien que le CNCS ait été établi en 1997 et qu'il soit responsable de la conception et de l'implémentation de la politique statistique et de l'établissement d'un dialogue entre les producteurs et les utilisateurs, il ne fonctionne pas comme prévu et cela crée des problèmes de plus en plus graves pour la coordination statistique. Par conséquent, les données produites ne correspondent pas ou peu aux besoins des utilisateurs, et, surtout dans le cas des sources administratives, ne sont accessibles qu'à ceux qui les produisent ou les financent. L'une des fonctions-clés du CNCS devrait être d'analyser de façon coordonnée les besoins des utilisateurs, et de passer en revue de manière systématique et régulière le programme national statistique afin de mieux répondre à ces besoins, ce qui inclut l'implication de la société civile et des bailleurs de fonds comme utilisateurs de premier plan et aussi acteur des priorités statistiques, du soutien institutionnel et du financement public.

2.3 Capacité statistique

Dans cette étude, la capacité statistique a été évaluée essentiellement selon quatre angles : ressources financières, ressources humaines, ressources matérielles et cadre organisationnel (cf. annexe 5).

2.3.1 Ressources financières

Le tableau 2 montre le coût et les estimations financières du programme national statistique pour la période 2004-2009 fondé sur le Schéma Directeur de la Statistique. Bien que plusieurs donateurs ont été identifiés pour le financement des activités nécessitant des fonds supplémentaires, l'unique financement externe important réellement engagé au moment de l'écriture de ce rapport est le crédit de dix millions de dollars US du projet de Développement du

Système National Statistique de la Banque Mondiale. L'autofinancement reste ainsi à 20% et le gap de financement atteint actuellement 56%².

Tableau 2 : ESTIMATIONS DE COÛTS ET DE FINANCEMENT

2004-2009 (en millions de dollars)	Estimations de coût	Apport Gouvt.	Apport extérieur	Besoin de financement
Dépenses courantes	32,0	7,1	7,5	17,4
Dépenses d'investissement	10,4	1,4	2,5	6,5
Total	42,4	8,5	10,0	23,9

Bien que le programme statistique doive dans l'idéal être financé par l'Etat, les opérations statistiques en elles-mêmes ne seront pas forcément entravées tandis que des sources alternatives de financement complètent les besoins. Dans le cas du Burkina Faso, le fonctionnement efficace du système semble cependant être freiné par des problèmes inhérents à une forte dépendance vis-à-vis du financement extérieur. Comme déjà expliqué, les incertitudes liées au financement futur ont déjà empêché une planification efficace, et le calendrier de la mise en place d'activités prévues dépend largement de la disponibilité des fonds. De plus, les activités prévues sont parfois simplement annulées. Il doit donc être noté qu'il y a un écart entre les coûts et les ressources de financement, et que le financement externe n'est pas complètement intégré au programme statistique national.

2.3.2 Ressources humaines

Les caractéristiques des ressources humaines d'une agence statistique à l'autre présentent des différences, notamment entre l'INSD et les DEP des ministères. La capacité en ressources humaines de ces agences est donc décrite séparément.

(a) INSD

INSD est actuellement composé de 24 cadres techniciens, 25 techniciens de niveau intermédiaire, de 29 assistants, pour un total de 78 personnes. L'INSD recrute son personnel technique essentiellement auprès de statisticiens diplômés d'une des trois écoles d'Abidjan, de Dakar et de Yaoundé. Le concours d'entrée est fortement concurrentiel car ouvert à l'ensemble des pays francophones africains. Ainsi, les personnes sélectionnées sont généralement hautement qualifiées. La formation en interne des statisticiens est assurée à travers des sessions d'environ 45 jours organisés à Abidjan avec le concours financier de la Banque Africaine de Développement. L'UE a également financé la participation de deux statisticiens aux cours organisés par le Centre de Renforcement des Capacités Statistiques de Munich.

² Les estimations de la contribution gouvernementale dans le schéma Directeur de la Statistique sont considérées comme hautes en comparaison avec les contributions antérieures. De plus, le manque de financement estimé peut diminuer à l'avenir à mesure que des sources de financement alternatives sont identifiées.

Bien que le personnel existant soit compétent techniquement, la mobilité élevée des statisticiens constitue un problème sérieux comme l'indique le tableau 3. Les effectifs sont en diminution constante jusqu'en 2002, et entre 1995 et 2003 l'INSD a perdu environ 25% de son personnel. Il est encore plus frappant de noter que la réduction du personnel technique explique totalement cette évolution, avec une diminution de 40% sur les huit dernières années. Ceci est dû essentiellement à des départs de personnel pour des postes mieux rémunérés (par exemple vers des organisations internationales ou le secteur privé), au gel du recrutement dans le secteur public, et à l'interruption de la formation du personnel technique, ainsi qu'à des décès et des départs en retraite. Cette évaluation pose un problème d'actualité compte tenu des tentatives de l'INSD pour adapter sa structure à la décentralisation en cours du pays, en plus de son effort continu pour assurer le rôle difficile d'agence centrale de la statistique.

Tableau 3 : EVOLUTION DU PERSONNEL INSD

Type de Personnel	1995	1997	1999	2000	2001	2002	2003
<i>Emplois techniques Cadres</i>	41	31	26	25	25	20	24
<i>Emplois techniques, niveau intermédiaire</i>	44	38	32	31	30	24	25
Total emplois techniques	85	69	58	56	55	46	49
Total emplois non techniques	17	18	16	18	17	14	29
Total	102	87	74	74	72	60	78

(b) Les Directions des Etudes et de la Planification dans les ministères

La structure en ressources humaines des DEP est fortement pyramidale à une pyramide pointue, avec peu, ou même un seul, statisticiens par DEP. En dehors de la DEP (c'est-à-dire dans les antennes régionales), il n'y a d'habitude pas de statisticien. Par exemple, dans les secteurs de l'éducation et de la santé, il y a un seul statisticien pour les deux DEP. Etant donné que les deux systèmes d'information administrative s'appuient sur le personnel de collecte et de traitement des données à différents niveaux du système, la formation en interne paraît insuffisante et la compétence du personnel directement opérationnel est particulièrement faible. La situation est légèrement différente pour le secteur agricole : il y a deux statisticiens à la DEP et le ministère a ses propres enquêteurs, superviseurs et autres employés qui collectent et traitent les données dans les antennes régionales pour l'Enquête Permanente Agricole.

Dans l'ensemble, le ratio statisticiens/non-statisticiens est de 11% pour toutes les agences à l'exception de l'INSD, ce qui paraît insuffisant pour produire des statistiques fiables techniquement. Les DEP ne souffrent pas d'un taux de départs volontaires aussi élevé que l'INSD, mais ils font face à des difficultés d'un type différent.

2.3.3 Ressources matérielles

La situation financière affecte inévitablement les ressources matérielles. De toutes les agences rencontrées, aucune n'estimait avoir à sa disposition les ressources matérielles suffisantes. Il est à noter qu'en dépit d'efforts récents d'équipement informatique et réseau, le traitement manuel des données est encore pratique, en particulier dans les agences en dehors de Ouagadougou. Même dans les bureaux centraux, le personnel technique ne dispose pas d'équipement moderne

adéquat. Par exemple, seul un tiers du personnel technique de l'INSD utilise un ordinateur de moins de trois ans. Aucun des postes de travail n'est connecté au réseau. Ceci explique en partie les problèmes de retard et de diffusion limitée du système statistique.

2.3.4 Cadre organisationnel

Comme abordé brièvement plus haut, le rôle de coordinateur du CNCS a pour l'instant été limité. C'est un point crucial et qui doit être amélioré, puisque l'affectation des ressources, la planification, et la coordination des activités prennent une importance croissante dans un système statistique dont les ressources financières, humaines et matérielles sont limitées.

L'autre problème préoccupant est la capacité du système à superviser et à améliorer l'infrastructure statistique, et le CNCS, là non plus, n'a pas complètement rempli son rôle. Cependant, il faut remarquer que l'ONAPAD a joué un rôle actif d'évaluation et de conseil sur les méthodologies statistiques et la qualité des données des indicateurs liés aux DSRP ou OMD, en portant une attention particulière à la conformité aux définitions et méthodologies internationales. Des pratiques similaires sont à encourager au niveau mondial.

2.4 Soutien gouvernemental et soutien des donateurs

2.4.1 Soutien gouvernemental

L'attention de plus en plus grande apportée à la mesure et au suivi des objectifs de développement a souligné les faiblesses de la capacité statistique nationale et la non-satisfaction de la demande pour des informations quantitatives et qualitatives nécessaires à des programmes orientés-résultat. Le gouvernement a pris un certain nombre d'initiatives afin de remédier à ces lacunes : l'adoption d'une stratégie nationale pour l'information statistique ; la création du CNCS en 1997 ; la préparation d'un programme national statistique de 5 ans ; la transformation de l'INSD en un établissement public à caractère administratif (EPA) en 2000 ; la souscription au système général de diffusion de données du FMI en 2001 ; la préparation d'un Schéma Directeur de la Statistique en 2003; et la demande pour un crédit à grande échelle de la Banque Mondiale pour le développement d'un système statistique national, qui a été approuvé en 2004.

L'équipe a essayé d'évaluer les dépenses actuelles du gouvernement en matière de statistique, pour démontrer le niveau de soutien financier du gouvernement dans ce domaine. Cela fut possible seulement pour l'INSD, car le budget alloué aux DEP des ministères n'a pas pu être estimé à partir des statistiques financières du gouvernement. En 2003, 2,6 millions de dollars US ont été budgétés pour les activités de l'INSD, dont 1,5 et 1,1 millions de dollars US ont été financés par le gouvernement et les donateurs respectivement³. Pour remettre ces chiffres en perspective, les dépenses estimées du gouvernement central en 2003 étaient environ d'un milliard de dollars US⁴, ce qui signifie que l'INSD représente 0,26%⁵ des dépenses totales de l'Etat. Etant donné que les donateurs contribuent en grande partie au financement, et que la

³ Source: INSD.

⁴ Source: "Consolidated operations of the central government 2000 -2006" in IMF Article IV.

⁵ Ceci est basé sur l'hypothèse d'un budget équivalent aux dépenses.

participation financière du gouvernement comprend les ressources PPTE, il apparaît que seule une petite fraction des ressources de l'Etat est dédiée aux statistiques nationales.

2.4.2 Soutien des donateurs

Les agences de développement, de leur côté, ont fait d'importants efforts pour renforcer les actions du gouvernement en apportant assistance technique et financière. Elles ont soutenu un certain nombre d'activités statistiques, y compris des opérations de collecte de données centrales comme les recensements agricoles et de population, ainsi que les enquêtes sur les ménages à propos des conditions de vie et d'autres sujets spécifiques (annexe 7). Il est relativement clair que le soutien des donateurs est vital, pourtant son efficacité reste à débattre.

Une des caractéristiques de l'appui des bailleurs de fonds est son caractère dispersé et le manque de coordination. Les projets ont tendance à être de taille modeste et ont lieu dans des zones différentes, créant ainsi une couverture fragmentaire sur des actions statistiques prioritaires. La politique du bailleur étant appelée à évoluer avec le temps, la continuité du projet n'est pas garantie.

Le degré de coordination entre bailleurs ayant des domaines d'intérêt similaires varie selon le secteur. Par exemple, il y a plus de coordination dans le secteur macroéconomique que dans les autres secteurs. Cependant, il paraît nécessaire d'améliorer la coordination du système statistique dans son ensemble puisque la dernière table ronde entre donateurs remonte à 1995⁶.

La dernière remarque, et non la moindre, est que le soutien de certains donateurs réduit l'appropriation des activités par le pays lui-même. Ce mécanisme est visible par exemple dans les activités financées extérieurement, qui ne sont pas intégrées au programme de long terme, ainsi que dans la forte dépendance par rapport à l'expertise technique étrangère, et un engagement local faible. Suite à l'étude de ce type de pratique causant l'externalisation des programmes nationaux, un groupe de donateurs s'est désengagé du financement et de la gestion des projets pour se concentrer plutôt sur le soutien financier au gouvernement. Ceci conforte les efforts récents déployés par les donateurs pour encourager la gestion des projets par les pays eux-mêmes, mais le problème des fonds de soutien qui, n'étant pas assignés, n'arrivent pas jusqu'aux bénéficiaires prévus (comme par exemple la statistique), reste préoccupant.

3. PISTES D'AMÉLIORATION

Les sections précédentes évaluaient la capacité actuelle et les pratiques du système statistique national à suivre les objectifs de développement. Pour renforcer les domaines qui doivent être améliorés, des pistes ont été recherchées lors d'entretiens avec les agences nationales et extérieures, et ont été examinées à la lumière des pratiques recommandées au niveau international.

3.1 Sources et méthodes pour l'estimation des indicateurs clés

⁶ Document rédigé en janvier 2004. Une conférence générale de table ronde s'est tenue en mars 2004.

Les actions suivantes sont recommandées pour assurer la continuité et la fiabilité méthodologique de la production statistique et pour améliorer l'accessibilité à cette production ainsi que la mise en place d'un calendrier de production et son suivi.

Au niveau du système entier:

- Les activités liées aux données doivent être entièrement intégrées au programme national statistique afin que les données soient produites et diffusées de façon plus prévisible. Ceci ne peut être possible que si les donateurs, les utilisateurs nationaux principaux, et les producteurs se rencontrent dès à présent au niveau ministériel, par exemple sous les auspices conjoints du CNCS et de l'ONAPAD.
- Le système de collecte des données doit être adapté à la décentralisation en cours de manière à ce que des informations désagrégées soient disponibles pour la prise de décision au niveau régional. Ceci implique un report significatif des responsabilités de collecte et diffusion aux instances régionales, elles-mêmes responsables auprès du niveau central, et une formation et un soutien financiers essentiels pour garantir l'existence d'un personnel régional qualifié ;
- Les initiatives visant à améliorer la qualité des données, par exemple l'analyse des méthodologies actuelles de production des données par rapport aux méthodologies recommandées et actuellement utilisées par l'ONAPAD, doivent être soutenues par l'ONAPAD et le CNCS, et intégrées au programme national ;
- La collecte et diffusion aux agences internationales peuvent être coordonnée et centralisée pour une meilleure harmonisation des définitions, une meilleure cohérence des données et une diffusion élargie.

Systèmes administratifs :

- Un calendrier officiel de publication des annuaires statistiques devrait être établi par le CNCS ;
- Les indicateurs qui peuvent être collectés de façon fiable à travers les systèmes administratifs, comme par exemple la santé et l'éducation, doivent être identifiés, et la capacité des systèmes correspondants doit être améliorée.

Enquêtes :

- Les enquêtes, en particulier les enquêtes sur les revenus, la consommation ou les conditions de vie et l'enquête EDS, pourraient être davantage organisées en cohérence avec le cycle DSRP et les recommandations SGDD sur la périodicité ;
- Les parties communes aux questionnaires d'enquête pourraient être harmonisées afin que les indicateurs dérivés restent comparables d'une enquête à l'autre, quelles qu'en soient les sources de financement ;
- Des enquêtes annuelles "légères" sur certains aspects tels que la rémunération, l'emploi et les conditions de vie dans les zones urbaines pourraient avoir lieu en coordination avec des enquêtes représentatives au niveau national, ce qui permettrait la collecte de données de consommation essentielles pour les mesures de pauvreté pour les années retenues (par exemple tous les trois ans) ;
- Des liens plus forts peuvent être établis entre les enquêtes déjà existantes, notamment en terme de méthodologie, ce qui permettrait des comparaisons entre les résultats existants et les enquêtes nationales évoquées plus haut ;

- Le questionnaire EPA pourrait être étendu de manière à inclure : des indicateurs sur le patrimoine productif des entreprises familiales travaillant de façon non officielle, qui font partie des indicateurs DSRP centraux mais qui ne sont couverts par aucune source de données (annexe 8), et certains indicateurs sur les revenus et les conditions de vie pertinents pour les foyers ruraux, qui combinés aux enquêtes urbaines annuelles permettraient des estimations de revenus et des analyses de tendances ;
- Lorsque cela est nécessaire, les données sur les dépenses devraient être collectées par une enquête à passages répétés afin de réduire l'impact de la saisonnalité sur les résultats de l'enquête (par exemple : EBCVM, enquête sur les dépenses de l'UEMOA).

3.2 Demande pour les indicateurs

Tous les acteurs du système statistique doivent participer à la promotion de la diffusion, de la demande et de l'utilisation de données quantifiées pour l'aide à la décision et les orientations politiques :

- Les *utilisateurs* doivent être formés de façon à mieux comprendre les sources et les méthodes d'estimation des indicateurs clés, et à améliorer leurs compétences analytiques ;
- Les *utilisateurs*, particulièrement les instituts de recherche comme les universités, peuvent jouer un rôle plus important dans la création d'un mécanisme de retour des utilisateurs vers les producteurs, et dans le développement des analyses liées aux politiques ;
- Les *producteurs* doivent faire des efforts pour améliorer la fiabilité des données en fournissant des méta données pour toutes les statistiques et en analysant les statistiques pertinentes à la définition et au suivi des politiques ;
- Les *producteurs* sont invités à stimuler la demande en améliorant la diffusion et en allant eux-mêmes vers les utilisateurs, par exemple à travers des initiatives telles que la publication d'un profil de pauvreté présenté par l'INSD à un groupe de journalistes ;
- Les *producteurs* doivent renforcer leurs efforts pour faciliter l'accès aux données et pour toucher un public plus large grâce à la diffusion électronique ;
- Le *CNCS* doit être revitalisé pour qu'il assume ses responsabilités en tant que soutien du dialogue utilisateur / producteur à travers des réunions régulières, des utilisateurs d'enquête, des ateliers sur des sujets spécifiques et en assurant la promotion générale de la connaissance et de l'utilisation statistique au niveau du gouvernement, des médias et de la société civile.

3.3 Capacité statistique

Etant donné le faible montant de ressources qui peut être investi dans le plan de renforcement des capacités, le rapport met l'accent sur les pistes d'amélioration dont les coûts sont relativement faibles ou qui nécessitent seulement des changements de pratiques.

Ressources financières :

- Une ligne budgétaire peut être ajoutée au Cadre des Dépenses à Moyen Terme (CDMT) auprès du Ministère de l'Economie et du Développement pour des ressources supplémentaires nécessaires aux services statistiques nationaux ;
- Le statut légal des services statistiques nationaux pourrait être revu afin d'explorer les possibilités de renforcer l'autonomie financière et de la rémunération du personnel ;

- Les services statistiques nationaux pourraient passer un accord avec le Ministère des Finances et du Budget pour la production de statistiques ciblées en échange d'une augmentation de budget.

Ressources humaines :

- Le manque de statisticiens dans les DEP pourrait être comblé par une assistance technique à court terme ; la mobilité des statisticiens entre l'INSD et les DEP doit être améliorée à long terme. A cette fin, un corps des statisticiens pourrait être officiellement créé par l'Etat ;
- Le personnel de niveau intermédiaire (adjoints, agents, etc. ...) pourrait être augmenté et renforcé afin d'assurer la continuité des opérations statistiques, puisqu'il peut être formé localement et qu'à la différence des statisticiens hautement qualifiés formés à l'étranger, il reste généralement dans le système une fois recruté ;
- Les efforts des services statistiques nationaux pour développer un plan de renforcement des capacités peuvent être poussés encore plus loin, en assurant la formation des cadres et d'autres cours spécifiques pour le personnel de bureau en collaboration l' *Ecole Nationale de Régie Financière* à Ouagadougou;
- Une formation minimum pour la collecte et le traitement des données à tous les niveaux géographiques des administrations doit être assurée ;
- L'usage efficace d'échanges de personnel entre les bureaux centraux (INSD, DEP) et les bureaux régionaux pourrait être encouragé ;
- La rémunération du personnel pourrait être liée à la production régulière de statistiques essentielles qui actuellement n'est pas faite dans les délais (exemple : comptes nationaux);
- Une part des revenus issus de la production statistique peut être redistribuée au profit du personnel pour améliorer sa motivation, comme cela est actuellement pratiqué dans certains ministères ;
- Les primes associées aux enquêtes ad-hoc (exemple : per-diem) qui éloignent le personnel des opérations régulières devraient être réduites.

Ressources matérielles :

- Une stratégie informatique pour le système statistique pourrait être préparée dans le but d'examiner les capacités actuelles en termes de stockage, de connections réseau au sein des agences et entre les agences, et de moyens de diffusion ;
- Tout le personnel technique devrait avoir accès à un poste de travail de haute performance, de préférence connecté à un réseau ;
- Les connexions électroniques, qui facilitent le transfert des données entre les bureaux centraux et régionaux, peuvent être améliorées.

Cadre organisationnel:

- Le CNCS doit être mis en oeuvre, avec ses commissions thématiques spécialisées . Le CNCS doit permettre la planification stratégique des activités et de la production statistique officielle, afin de promouvoir un usage efficace des ressources et éviter les efforts redondants ;
- Une commission financière doit être mise en place au CNCS afin de suivre le budget des activités statistiques, et pour servir de point central pour la coordination des apports financiers des donateurs.

3.4 Soutien gouvernemental et soutien des donateurs

L'Etat et les donateurs doivent jouer un rôle actif en s'assurant que suffisamment de ressources sont allouées à la production, à la diffusion et à l'analyse des indicateurs de développement ; leurs interventions contribuent à améliorer la durabilité de ces opérations.

Gouvernement :

- Les opérations statistiques vitales pour le suivi des indicateurs clés (par exemple, les indicateurs DSRP et OMD) devraient avoir la priorité dans le planning budgétaire et dans l'allocation de l'aide budgétaire non ciblée ;
- Le budget pour le financement des sessions du CNCS et l'établissement d'un calendrier de réunions régulières doivent être assurés ;
- Les rapports avec les bailleurs pourraient être améliorés afin que leur soutien financier respecte le calendrier mis en place ;
- Les données administratives doivent être davantage exploitées à des fins statistiques, et les campagnes de sensibilisation pour augmenter la couverture des statistiques administratives doivent être encouragées.

Donateurs :

- Les activités financées par les donateurs doivent être en cohérence avec, et intégrées au Schéma Directeur de la Statistique ou au Programme National Statistique ; elles doivent également être synchronisées avec le cycle du DSRP ;
- Les bailleurs de fonds pourraient regrouper et mettre en commun leurs ressources, notamment dans le cas d'opérations individuelles de petite taille, afin de réduire les coûts de transaction à la fois pour le pays et pour lui-même ;
- Un soutien à moyen / long terme pour l'ensemble du système statistique, par exemple le programme STATCAP (Statistical Capacity Building Program) de la Banque Mondiale, doit être mis en place ;
- Une table ronde regroupant donateurs et bénéficiaires pourrait avoir lieu régulièrement pour identifier les activités prioritaires et coordonner les interventions des bailleurs ;
- Les mécanismes de financement qui encouragent la pérennité des opérations centrales (par exemple l'augmentation progressive de la part gouvernementale dans le financement) pourraient être renforcés ;
- L'accent doit porter sur le soutien au développement organisationnel et institutionnel, ainsi qu'à la production permanente de statistiques essentielles, de préférence à la mise en place ponctuelle d'enquêtes ;
- Les programmes de diffusion doivent être renforcés de manière significative et adaptés aux besoins des utilisateurs ainsi qu'à leurs capacités de soutien. Un soutien continu à la promotion des statistiques au niveau global est à encourager afin d'accroître le financement gouvernemental et l'utilisation d'informations quantifiées, ainsi que l'usage, de données pour l'orientation des politiques et des débats publics.

4. ESTIMATIONS DES COÛTS D'AMELIORATION

Un des objectifs de la présente étude est d'estimer les coûts nécessaires à la mise en place d'activités permettant la production et la diffusion d'indicateurs clés de développement, y compris les indicateurs du DSRP et des OMD (annexe 7). Ceci implique le renforcement du cadre organisationnel et de coordination, y compris les opérations du CNCS, l'amélioration des ressources humaines et de la formation, la mise en place d'activités de collecte de données identifiées pour chacun des indicateurs clés, et des investissements en termes d'infrastructures matérielles et d'équipement. Ces actions prennent en compte les recommandations de la section précédente. Les estimations de coûts sont détaillées dans le tableau 4.

Les activités centrales sont considérées comme les exigences minimales, tandis que les activités étendues sont liées aux indicateurs de développement et ne doivent être entreprises qu'une fois les exigences minimales atteintes. Les coûts annuels pour les activités centrales, couvrant les statistiques macroéconomiques et sociales essentielles, sont estimés à environ 3,8 millions de dollars US. Les fonds apportés par l'Etat et par les donateurs laissent un déficit annuel de 1,8 millions de dollars US, qui n'a pour l'instant été pris en compte par aucune source de financement. Si les activités sont étendues de manière à inclure des collectes supplémentaires de données et des enquêtes dans les domaines suivants : fiscalité, entreprises, enseignement supérieur, transport et agriculture, les coûts augmentent d'1 million de dollars et passent à un total de 4,8 millions de dollars US. Il est bon de noter qu'alors, le manque de financement atteint 2,5 millions de dollars US, étant donné que seule une petite part du financement extérieur est allouée à ces activités étendues.

Cet exercice d'évaluation des coûts illustre les besoins financiers à moyen terme et suggère que des changements puissent avoir lieu si un soutien complémentaire est apporté. Il souligne l'importance d'une hiérarchisation des activités en terme de priorité, étant donné le peu de ressources financières disponibles. Nous recommandons que tout soutien financier futur, en particulier les ressources PPTE et l'aide budgétaire non ciblé, soit utilisé pour financer les activités prioritaires qui garantissent la disponibilité des indicateurs clés de développement ainsi que la viabilité à long terme du système statistique.

Tableau 4 : ESTIMATIONS DES COÛTS ANNUELS D'AMELIORATION

(en million de dollars US)

	Agence	Coûts estimés	Financt. Gouvnt	Financt. externe	Déficit annuel
TOTAL (A + B)		4.79	1.02	1.29	2.48
A. ACTIVITES CENTRALES		3.84	0.87	1.18	1.77
1. Cadre organisationnel et coordination	INSD, CNCS	0.10	0.02	0.07	0.02
2. Structure RH & formation	INSD, ministères	0.43	0.04	0.39	0.00
3. Coût annuel : activités statistiques centrales		0.74	0.14	0.17	0.41
Comptes nationaux	INSD	0.08	0.01	0.03	0.04
Statistiques budget et fiscalité	MFB, INSD, etc.	0.09	0.04	0.00	0.04
Statistiques entreprises	M. Commerce, INSD, etc	0.03	0.00	0.00	0.03
Statistiques douanes	MFB, BCEAO, INSD, etc	0.04	0.00	0.00	0.04
Statistiques économie	INSD	0.08	0.01	0.00	0.07
Statistiques prix	INSD	0.05	0.00	0.00	0.04
Statistiques éducation	MEBA	0.12	0.06	0.02	0.04
Statistiques santé	M. Santé	0.14	0.01	0.02	0.11
Etat civil	MATD	0.05	0.01	0.04	0.00
Publications indicateurs sociaux	INSD	0.06	0.00	0.06	0.00
4. Coûts annuels : recensements & enquêtes		1.37	0.16	0.30	0.89
RGPH 2006	INSD	0.38	0.05	0.12	0.21
Enquête conditions de vie	INSD	0.35	0.03	0.11	0.21
Enquête légère annuelle conditions de vie	INSD	0.17	0.00	0.00	0.17
EDS IV	INSD	0.19	0.02	0.00	0.17
Enquête démographie et migrations	INSD	0.08	0.02	0.00	0.06
Recensement industrie	INSD	0.07	0.00	0.00	0.06
Enquête sur l'emploi	MTEJ	0.08	0.01	0.07	0.00
Enquête permanente agricole	MAHRH	0.05	0.03	0.00	0.01
5. Coûts annuels : infrastructure, équipement & charges d'exploitation		1.21	0.51	0.25	0.45
INSD bâtiment du siège	INSD	0.19	0.04	0.04	0.11
Equipement informatique & diffusion	INSD, ministères	0.45	0.08	0.12	0.25
Autres équipements	INSD, ministères	0.19	0.01	0.09	0.09
Charges d'exploitation	INSD, ministères	0.38	0.38	0.00	0.00
B. ACTIVITES ETENDUES		0.96	0.14	0.12	0.70
6. Coûts annuels des activités statistiques		0.01	0.00	0.00	0.01
Statistiques éducation secondaire / enseignement supérieur	MESSRS	0.01	0.00	0.00	0.01
7. Coûts annuels des recensements & enquêtes		0.95	0.14	0.12	0.69
Recensement agricole	MAHRH	0.34	0.04	0.00	0.30
Enquête ressources en eau et eau potable	ONEA	0.29	0.06	0.06	0.18
Enquête production maraîchère	MAHRH	0.15	0.02	0.00	0.13
Enquête élevage	M. Ressources animales	0.04	0.00	0.00	0.03
Enquête transports	M. Transport	0.13	0.02	0.06	0.05

Notes: 1/ Les estimations s'appuient sur le Schéma Directeur de la Statistique 2004-2009 et sur des documents projets de la Banque Mondiale.

2/ La parité utilisée est de 530 FCFA/dollar.

3/ La part de financement gouvernemental n'est qu'une estimation ; la seule source de financement externe majeure réellement validée au moment de l'écriture du présent rapport est la Banque mondiale avec le STATCAP.

4/ Les coûts des activités peu fréquentes comme les recensements sont annualisés sur la base de la périodicité recommandée par les standards internationaux.

5/ Les coûts relatifs au bâtiment de l'INSD, aux équipements informatiques et aux autres équipements sont amortis sur 30 ans, 6 ans, et 10 ans, respectivement.

5. CONCLUSIONS

Le présent rapport a évalué de façon critique les sources de données servant à l'estimation des indicateurs clés de développement, la demande pour ces indicateurs, la capacité statistique, ainsi que le soutien gouvernemental et celui des bailleurs de fonds, et formule certaines recommandations pour les domaines nécessitant des améliorations. Les recommandations principales sont les suivantes : (i) revitaliser le CNCS en tant que conseil de direction qui dirige et promeut la planification stratégique et la coordination des activités statistiques, l'utilisation efficace des ressources, la validité méthodologique, et le dialogue utilisateur - producteur ; (ii) améliorer la motivation au plan des ressources humaines en mettant au point un moyen d'augmenter la rémunération du personnel et développer un plan de renforcement des capacités indiquant la composition idéale du personnel et les besoins en formation ; (iii) encourager l'utilisation des données pour les orientations stratégiques à travers la formation des producteurs et des utilisateurs en améliorant leurs capacités analytiques ; (iv) améliorer la fiabilité et l'exploitabilité des données à travers leur diffusion régulière, en temps opportun et élargie des données, des métadonnées et des analyses pertinentes ; (v) renforcer les systèmes administratifs, en particulier au niveau régional, de manière à assurer la collecte régulière entre autres d'indicateurs d'input et intermédiaires; (vi) augmenter la disponibilité des données en organisant mieux dans le temps les enquêtes sur les ménages à la lumière du cycle du CSLP et des recommandations du SGDD, en mettant en place une enquête annuelle légère, et en harmonisant les méthodologies et les définitions dans les enquêtes existantes ; (vii) améliorer l'efficacité du soutien des bailleurs en intégrant leurs activités au Schéma Directeur de la Statistique et en se concentrant plus fortement sur le développement organisationnel et institutionnel ; et (viii) promouvoir la cause des statistiques au niveau global pour sensibiliser les gouvernements et augmenter les soutiens financiers.

Le présent rapport a également tenté d'estimer les coûts associés aux activités recommandées pour améliorer la disponibilité et l'utilisation d'indicateurs essentiels dans les choix stratégiques et politiques. Selon l'analyse, 1,8 millions de dollars US supplémentaires seraient nécessaires chaque année pour effectuer les activités de base et les besoins annuels passeraient à 2,5 millions de dollars US si on élargit aux autres activités envisagées. Il serait judicieux que les activités de base aient la priorité dans le processus budgétaire, et que les ressources futures disponibles pour les statistiques soient utilisées en priorité pour combler les manques de financement identifiés.

ANNEXE 1: PERSONNES RENCONTREES

AGENCES NATIONALES

INSD	Bamory Ouattara (Directeur Général) Tiral Sidi (Directeur Adjoint) Namaro Yago (Directeur, Division Etudes Economiques) Michel Koné (Directeur, Division Statistique Générale) Idrissa Kaboré (Directeur, Division Démographie) François Ilboudo (Directeur, Division Coordination et Coopération Statistique) Bakari Traoré (Chef de la Division Etudes Economiques)
DEP / Ministère de l'Agriculture de l'Hydraulique et des Ressources Halieutiques	Bernadin Zoungrana (Directeur, Division Statistiques Agricoles) Koudrègma Zongo (Chef de la Division Etudes et Projets) Barou Oumar Ouédraogo (Directeur des Etudes et de la Planification) Jean-Marie Konaté (SEFP, unité des Etudes)
DEP / Ministère de l'Enseignement de Base et de l'Alphabétisation	Robert Ouedrago (Directeur) Etienne Bingouwéogo (Chef de projet) Céléstin Kombasseri (Chef, Division Statistique)
DEP / Ministère du Travail de l'Emploi et de la Jeunesse	Benjamin Zio (Directeur) Théophile Dimioumda (Chef) Gisèle Béré (Chef) Sémi Sanogo (Economiste)
DEP / Ministère de la Santé	Patrick Kaboré (Chef de la Division Information sanitaire) Norbert Coulibaly (Technicien, Division Information sanitaire) André Yameogo (Docteur, Santé Publique) André Kabore (Docteur, Santé Publique)
DEP / Ministère de la Promotion de la Femme	Ibraïma Nigna (Directeur) Ousman Karbéogo (Unité de Suivi et d'Evaluation)
DEP / Ministère de l'Administration Territoriale et de la Décentralisation	Idrissa Soré (Directeur)
ONAPAD	Maxime Bonkougou (Directeur) Paul Bombiri (VNU)
STC/PDES	Bonoudaba Dabiré (Secrétaire Général) Hamado Sawadogo (Directeur de la mesure) Jean-Baptiste Ouedrago (Assistant Technique)
SP/PPF	Ali Achour (Conseiller scientifique)

AGENCES BILATERALES

Ambassade du Canada	Luise Hebert (Premier secrétaire) Aimé Tiendrébéogo (Economiste)
Ambassade du Danemark	Mariam Diop (Economiste)
Ambassade des Pays -Bas	Hubert Hendrix (Premier secrétaire)
GTZ	Rolf Meier (Conseiller technique)
Coopération Française	Jacques Gérard (Chef du Service de Coopération et d'Action Culturelle)
Coopération Suisse	Etienne Dollfus (Directeur adjoint) Mallik Sawadogo (Economiste)

AGENCES DES NATIONS UNIES

DEVINFO	Mahamadi Ouedrago (Web Manager)
Food and Agriculture Organization	Daouda Kontongomdé
UNAIDS	Mamadou Lamine Sakho (Coordinateur)
Programme de développement des Nations Unies	Christian Lemaire (Représentant résidant)
Le Fonds des Nations Unies pour la population	Saidou Kaboré
Programme Alimentaire Mondial	Gabriel Ayih (Représentant)
Banque Mondiale	Siaka Coulibaly (Economiste)
Organisation Mondiale de la Santé	David Kielem

AUTRES

Union Européenne	Paul Bonnefoy (Conseiller économique) Mathias Somé (Spécialiste de la santé) Mariana Martinetto (Spécialiste de l'éducation)
------------------	--

ANNEXE 2 : METHODOLOGIES DES INDICATEURS

Indicateurs (indicateurs 2004-06 du CSLP en gras)	Agence responsable	Disponibilité (1990-2002)	Periodicité	Publications	Sources de données	Dernière estimation et publication
Objectif 1. Eradiquer la pauvreté extrême et la faim						
1. Proportion de la population à moins de \$1 (PPP) par jour	INSD	2003; 1998; 1994	4-5 ans	Rapports des enquêtes prioritaires I, II et EBCVM	Enquêtes prioritaires I, II et EBCVM	Août 2003
2. Indice de l'écart de pauvreté (incidence de la pauvreté x profondeur de pauvreté)	INSD	2003; 1998; 1994	4-5 ans	Rapports des enquêtes prioritaires I, II et EBCVM	Enquêtes prioritaires I, II et EBCVM	Août 2003
3. Part du cinquième quintile le plus pauvre dans la consommation nationale	INSD	2003; 1998; 1994	4-5 ans	Rapports des enquêtes prioritaires I, II et EBCVM	Enquêtes prioritaires I, II et EBCVM	Août 2003
4. Pourcentage des enfants de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale	INSD	1998/1999; 1993	5-6 ans	Rapports des EDS I et II	Enquêtes EDS I et II	Mai 2003
5. Pourcentage de la population n'atteignant pas le niveau minimum calorique						
Objectif 2. Permettre l'éducation primaire universelle						
6. Taux net de scolarisation dans le primaire (taux brut de scolarisation primaire)	DEP/MEBA & INSD	1990-2002	Annuel pour le MEBA	Annuaire statistique sur l'éducation/ Rapports de l'INSD sur les enquêtes	MEBA, Enquêtes prioritaires I, II et EBCVM, RGPH	MEBA: 2002 INSD: 2003
7a. Proportion d'élèves commençant la première année dans le primaire et achevant la cinquième	DEP/MEBA	1990-2002	Annuel	Annuaire statistique sur l'éducation	MEBA	2002
7b. Taux d'achèvement au primaire	DEP/MEBA	1990-2002	Annuel	Annuaire statistique sur l'éducation	MEBA	2002
8. Taux d'alphabétisation des 15-24 ans (taux d'alphabétisation des adultes, global et femme)	DEP/MEBA & INSD	1990-2002	Annuel	Annuaire statistique sur l'éducation/ Rapports de l'INSD sur les enquêtes	MEBA, Enquêtes prioritaires I, II et EBCVM, RGPH	MEBA: 2002 INSD: 2003
Objectif 3. Promouvoir l'égalité des sexes et habilitation des femmes						
9. Ratio filles par rapport aux garçons durant l'éducation primaire, secondaire et tertiaire	DEP/MEBA	1990-2002	Annuel	Annuaire statistique sur l'éducation	MEBA, Enquêtes prioritaires I, II et EBCVM, RGPH	2002
10. Ratio femmes alphabétisées par rapport aux hommes alphabétisés, tranche 15-24 ans	DEP/MEBA & INSD	1990-2002	Annuel	Annuaire statistique sur l'éducation / Rapports de l'INSD sur les enquêtes	MEBA, Enquêtes prioritaires I, II et EBCVM, RGPH	MEBA: 2002 INSD: 2003
11. Part des femmes salariées dans le secteur non-agricole	INSD	Disponible	4-5 ans	Rapports des enquêtes prioritaires I, II et EBCVM	Enquêtes prioritaires I, II et EBCVM, RGPH	2003
12. Proportion de sièges détenus par des femmes au parlement	Assemblée nationale	Disponible	5 ans		Assemblée nationale	2002

Objectif 4. Réduire la mortalité infantile						
13. Taux de mortalité des moins de cinq ans	INSD et DEP/santé	Disponible	Annuel	Annuaire statistique sur la santé, RGPH et rapport EDS	Ministère de la santé, RGPH, enquête EDS	1999
14. Taux de mortalité infantile	INSD et DEP/santé	Disponible	Annuel	Annuaire statistique sur la santé, RGPH et rapport EDS	Ministère de la santé, RGPH, enquête EDS	1999
15. Proportion d'enfants d'un an vaccinés contre la rougeole	DEP/santé	Disponible	Annuel	Annuaire statistique sur la santé	Ministère de la santé	2002
Objectif 5. Améliorer la santé maternelle						
16. Taux de mortalité maternelle	INSD et DEP/santé	Disponible	Annuel	Annuaire statistique sur la santé, RGPH et rapport EDS	Ministère de la santé, RGPH, enquête EDS	1999
17. Proportion de naissance assistées par du personnel qualifié	INSD et DEP/santé	Disponible	Annuel	Annuaire statistique sur la santé, RGPH et rapport EDS	Ministère de la santé, RGPH, enquête EDS	1999
Objectif 6. Combattre le VIH/Sida, la malaria et d'autres maladies						
18. Prévalence du Sida parmi les femmes enceintes de 15-24 ans (Prévalence du sida)	INSD et DEP/santé	Disponible	Annuel	Annuaire statistique sur la santé, RGPH et rapport EDS	Ministère de la santé, EDS	1999
19. Taux d'utilisation du préservatif sur le taux de prévalence des contraceptifs	INSD et DEP/santé	Disponible	Annuel	Annuaire statistique sur la santé, RGPH et rapport EDS	Ministère de la santé, EDS	1999
19a. Utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à risque (UNICEF-OMS)	INSD et DEP/santé	Disponible	Annuel	Annuaire statistique sur la santé, RGPH et rapport EDS	Ministère de la santé, EDS	1999
19b. Pourcentage de la population âgée de 15 à 24 ans ayant une bonne connaissance du VIH/sida	INSD et DEP/santé	Disponible	Annuel	Annuaire statistique sur la santé, RGPH et rapport EDS	Ministère de la santé, EDS	1999
20. Taux de scolarisation des orphelins de 10-14 ans rapporté au taux de scolarisation des non orphelins de même âge						
21. Taux de prévalence de la malaria et taux de mortalité associée à cette maladie						
22. Pourcentage de la population vivant dans des zones à risque pour la malaria utilisant moyens de prévention de traitement efficaces						
23. Taux de prévalence de la malaria et taux de mortalité associée à cette maladie	DEP/santé	Disponible	Annuel	Annuaire statistique sur la santé, RGPH et rapport EDS	Ministère de la santé	2002
24. Proportion de cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre de traitements de brève durée sous surveillance directe (stratégie DOTS)	DEP/santé	Disponible	Annuel	Annuaire statistique sur la santé, RGPH et rapport EDS	Ministère de la santé	2002

Objectif 7. Assurer un environnement durable						
25. Proportion de zones forestières	Programme National d'Aménagement des Forêts	1996		Programme Cadre de Gestion des Patrimoines Nationaux	Programme National d'Aménagement des Forêts	Mars 1996
26. Proportion de terres protégées pour maintenir la biodiversité	Programme National d'Aménagement des Forêts	1996		Programme Cadre de Gestion des Patrimoines Nationaux	Programme National d'Aménagement des Forêts	Mars 1996
27. Énergie consommée (en kg d'équivalent pétrole) par dollar de PIB (PPP)	Programme National d'Aménagement des Forêts	1996		Programme Cadre de Gestion des Patrimoines Nationaux	Programme National d'Aménagement des Forêts	Mars 1996
28. Émissions de dioxyde de carbone par habitant (CCNUCC, UNSD) et consommation de chlorofluorocarbones qui appauvrissent la couche d'ozone (en tonnes de PDO) (PNUÉ, secrétariat de l'ozone)						
29. Proportion de la population utilisant des combustibles solides (OMS)	INSD	Disponible	4-5 ans	Rapport enquêtes prioritaires I, II, EBCVM et RGPH	Enquêtes prioritaires I, II, EBCVM et RGPH	2003
30. Proportion de la population ayant accès de façon durable à une source d'eau améliorée, (zones urbaines et rurales) (proportion de ménages ayant accès à l'eau potable)	INSD	Disponible	4-5 ans	Rapport enquêtes prioritaires I, II, EBCVM et RGPH	Rapport enquêtes prioritaires I, II, EBCVM et RGPH	2003
31. Pourcentage de la population ayant accès à un sanitaire amélioré, (zones rurales et zones urbaines)	INSD	Disponible	4-5 ans	Rapport enquêtes prioritaires I, II, EBCVM et RGPH	Rapport enquêtes prioritaires I, II, EBCVM et RGPH	2003
32. Proportion des ménages bénéficiant d'un régime foncier sûr	INSD	Disponible	4-5 ans	Rapport enquêtes prioritaires I, II, EBCVM et RGPH	Rapport enquêtes prioritaires I, II, EBCVM et RGPH	2003
Autres indicateurs OMD						
Développer et mettre en œuvre des stratégies pour un travail décent et productif à la jeunesse						
45. Taux de chômage des 15-24 ans, pour chaque sexe et global	INSD	Disponible	10 ans	Rapport RGPH	RGPH	1996

ANNEXE 3 : SOURCES ET SYSTEMES DE DONNEES

Sources de données	Structure responsable	Années les plus récentes	Périodicité	Indicateurs	Concepts, méthodes et définitions des indicateurs	Niveau de désagrégation
Enquêtes socio-économique						
Enquête démographique et de santé (EDS)	INSD	2003, 1998/9, 1992/3	5-6 années	Indicateurs démographiques et de santé	Un échantillon de 8 000 ménages en 2003; méthodologie standard des EDS	Région, urban/rural, sexe, âge
Enquête sur les conditions de vie (EBCVM) 2003	INSD	2003, 1998, 1994	4-5 années	Pauvreté (revenu et dépenses), santé, éducation, habitat, accès aux services de base, activités économiques	Un échantillon de 8 500 ménages en 2003; méthodologie de l'enquête prioritaire et QUIBB	Région, urban/rural, sexe, groupe socio-économique
Enquête nationale sur le budget des ménages et la consommation (3 ^{ème} phase de l'enquête 1-2-3)	INSD	2003		Revenu, dépenses, structure de la consommation des ménages	Un échantillon d'environ 1000 ménages; méthodologie du programme PARSTAT; Assistance technique d'AFRISTAT	Ouagadougou
Enquête nationale sur l'emploi (1 ^{ère} phase de l'enquête 1-2-3)	INSD	2001		Emploi	Un échantillon de 2500 ménages; méthodologie du programme PARSTAT; Assistance technique d'AFRISTAT	Ouagadougou
Enquête à Indicateurs Multiples (EIM) 1996 (UNICEF)	INSD	1996		Indicateurs démographiques, de santé et de nutrition	Un échantillon de 4500 ménages en 200. Méthodologie standard de l'EIM	Région, province, urban/rural, sexe, âge
Recensement général de la population et de l'habitat	INSD	1996, 1985	11 années	Caractéristiques de la population, éducation, habitat, activités économiques	Recommandations des Nations-Unies	Région, province, urban/rural, sexe, âge, groupe socio-économique, niveau d'éducation
Enquête permanente agricole	DEP/MAHRH	2003	Annuelle	Surface agricole, type de production, emploi, équipements, inputs, stocks, bétail, prévision de production, utilisation des outpats agricoles, prix	Assistance technique de la coopération hollandaise	Région, province
Autres enquêtes						
Enquête sur le secteur informel en milieu urbain (2 ^{ème} phase de l'enquête 1-2-3)	INSD	2001		Caractéristiques des entreprises du secteur informel	Un échantillon d'environ 1,000 ménages; méthodologie du programme PARSTAT; Assistance technique d'AFRISTAT	Ouagadougou
Enquête de l'UEMOA sur les prix		1996		Prix	Méthodologie UEMOA	
Enquête sur les dépenses des ménages 1996 (UEMOA)	INSD	1996		Revenu, dépenses et structure du budget des ménages	Un échantillon d'environ 1000 ménages; assistance technique de l'INSEE (France)	Ouagadougou

Administrative sources						
Système d'information sur l'éducation primaire (enquête statistique annuelle auprès des écoles primaires)	DEP/MEBA			Structure des établissements (publique-privé, urbain-rural), nombre d'écoliers (par âge, genre et profession des parents), nombre d'enseignants (par catégorie, genre, système d'enseignement), infrastructure (taille, équipement, accès à l'eau, accessibilité de l'école), caractéristiques des établissements, équipement pédagogique. Un certain nombre d'indicateurs relatifs à l'éducation sont calculées à partir de cette enquête : taux brut de scolarisation, taux brut d'admission, taux de redoublement, etc.	Couverture nationale. Toutes les écoles publiques et privées sont couvertes, à l'exception de certaines)	Sources administratives
Système nationale d'information sanitaire (SNIS)	DEP/Santé			Planification familiale, soins prénataux et accouchements à risques, mortalité maternelle, naissances (assistées ou non médicalement), status nutritionnel des enfants, vaccination, maladies sexuellement transmissibles, consultations, soins d'urgence, causes de décès, maladies nécessitant des soins spécifiques, et équipement	Couverture nationale. 2,015 centres de santé et de promotion sociale ; recommandations et standard de l'OMS	Région, province, sexe, âge
Etat Civil	MATD			Naissances, mariages et décès		Région, province, commune
Système d'information sur le VIH/sida	CNLS; DEP/santé, INSD			Prévalence du VIH/sida	Données fondées sur: (i) tests de femmes enceintes fréquentant un des cinq sites sentinelles du pays; (ii) nombre de cas déclarés dans les centres de santé; (iii) une enquête périodique du CNLS dans les cinq régions les plus peuplées ; et (iv) EDS.	

ANNEXE 4 : DISPONIBILITE FUTURE DES INDICATEURS

Indicateurs (Indicateurs du CSLP 2004-2006 en gras)	Future availability												
	2003	2004	2005	2006	2007	2008	2009	2010	2011	2012	2013	2014	2015
Objectif 1. Eradiquer la pauvreté extrême et la faim													
1. Proportion de la population à moins de \$1 (PPP) par jour						EBCVM (prévu)					EBCVM (prévu)		
2. Indice de l'écart de pauvreté (incidence de la pauvreté x profondeur de pauvreté)						EBCVM (prévu)					EBCVM (prévu)		
3. Part du cinquième quintile le plus pauvre dans la consommation nationale						EBCVM (prévu)					EBCVM (prévu)		
4. Pourcentage des enfants de moins de cinq ans souffrant d'insuffisance pondérale		EDS III				EBCVM (prévu)	EDS (prévu)					EDS (prévu)	
5. Pourcentage de la population n'atteignant pas le niveau minimum calorique													
Objectif 2. Permettre l'éducation primaire universelle													
6. Taux net de scolarisation dans le primaire (taux brut de scolarisation primaire)				RGPH		EBCVM (prévu)							
7a. Proportion d'élèves commençant la première année dans le primaire et achevant la cinquième	Disponible à partir du MEBA												
7b. Taux d'achèvement au primaire	Disponible à partir du MEBA												
8. Taux d'alphabétisation des 15-24 ans (taux d'alphabétisation des adultes, global et femme)	Disponible à partir du MEBA et des enquêtes INSD												
Objectif 3. Promouvoir l'égalité des sexes et habilitation des femmes													
9. Ratio filles par rapport aux garçons durant l'éducation primaire, secondaire et tertiaire	Disponible à partir du MEBA												
10. Ratio femmes alphabétisées par rapport aux hommes alphabétisés, tranche 15-24 ans	Disponible à partir du MEBA et des enquêtes INSD												
11. Part des femmes salariées dans le secteur non-agricole				RGPH		EBCVM (prévu)					EBCVM (prévu)		
12. Proportion de sièges détenus par des femmes au parlement				Assemblée nationale					Assemblée nationale				
Objectif 4. Réduire la mortalité infantile													
13. Taux de mortalité des moins de cinq ans						EBCVM (prévu)	EDS (prévu)					EDS (prévu)	
14. Taux de mortalité infantile						EBCVM (prévu)	EDS (prévu)					EDS (prévu)	
15. Proportion d'enfants d'un an vaccinés contre la rougeole	Disponible auprès du ministère de la santé												

Objectif 5. Améliorer la santé maternelle													
16. Taux de mortalité maternelle													Disponible à partir du ministère de la santé et de l'enquête EDS
17. Proportion de naissance assistées par du personnel qualifié													Disponible à partir du ministère de la santé et de l'enquête EDS
Objectif 6. Combattre le VIH/sida, la malaria et d'autres maladies													
18. Prévalence du Sida parmi les femmes enceintes de 15 - 24 ans (Prévalence du sida)													Disponible à partir du ministère de la santé et de l'enquête EDS
19. Taux d'utilisation du préservatif sur le taux de prévalence des contraceptifs													Disponible à partir du ministère de la santé et de l'enquête EDS
19a. Utilisation d'un préservatif lors du dernier rapport sexuel à risque (UNICEF-OMS)													Disponible à partir du ministère de la santé et de l'enquête EDS
19b. Pourcentage de la population âgée de 15 à 24 ans ayant une bonne connaissance du VIH/sida													Disponible à partir du ministère de la santé et de l'enquête EDS
20. Taux de scolarisation des orphelins de 10-14 ans rapporté au taux de scolarisation des non orphelins de même âge													
21. Taux de prévalence de la malaria et taux de mortalité associée à cette maladie													
22. Pourcentage de la population vivant dans des zones à risque pour la malaria utilisant moyens de prévention de traitement efficaces													
23. Taux de prévalence de la malaria et taux de mortalité associée à cette maladie													Disponible à partir du ministère de la santé
24. Proportion de cas de tuberculose détectés et soignés dans le cadre de traitements de brève durée sous surveillance directe (stratégie DOTS)													Disponible à partir du ministère de la santé
Objectif 7. Assurer un environnement durable													
25. Proportion de zones forestières													
26. Proportion de terres protégées pour maintenir la biodiversité													
27. Energie consommée (en kg d'équivalent pétrole) par dollar de PIB (PPP)													
28. Emissions de dioxyde de carbone par habitant (CCNUCC, UNSD) et consommation de chlorofluorocarbones qui appauvrissent la couche d'ozone (en tonnes de PDO) (PNUE, secrétariat de l'ozone)													
29. Proportion de la population utilisant des combustibles solides (OMS)													
30. Proportion de la population ayant accès de façon durable à une source d'eau améliorée, (zones urbaines et													RGPH EBCVM (prévu) EBCVM (prévu)

rurales) (proportion de ménages ayant accès à l'eau potable)												
31. Pourcentage de la population ayant accès à un sanitaire amélioré, (zones rurales et zones urbaines)				RGPH		EBCVM (prévu)					EBCVM (planned)	
32. Proportion des ménages bénéficiant d'un régime foncier sûr				RGPH		EBCVM (prévu)					EBCVM (planned)	

Autres indicateurs OMD												
Développer et mettre en oeuvre des stratégies pour un travail décent et productif à la jeunesse												
45. Taux de chômage des 15-24 ans, pour chaque sexe et global				RGPH		EBCVM (prévu)					EBCVM (planned)	

ANNEXE 5 : COMPARAIS ON DES SOURCES NATIONALES ET INTERNATIONALES⁷

	Année		Année		Année	
<u>Proportion</u> de la <u>population</u> vivant sous le seuil de pauvreté national	<u>1994</u>	<u>44.5</u>	<u>1998</u>	<u>45.3</u>	<u>2003</u>	<u>46.4</u>
<u>Proportion</u> de la <u>population</u> sous le seuil international de pauvreté extrême <u>international</u> d'un <u>dollar</u> par jour (Banque Mondiale)	<u>1994</u>	<u>61.2</u>				
Insuffisance calorique	<u>1990</u>	<u>31</u>	<u>1999</u>	<u>24</u>		
Insuffisance calorique (FAO)	<u>1990</u>	<u>23</u>			<u>2000</u>	<u>23</u>
Malnutrition infantile , poids	<u>1990</u>	<u>27</u>	<u>1998</u>	<u>30</u>	<u>2003</u>	<u>42</u>
Malnutrition infantile , poids (UNICEF)			<u>1999</u>	<u>34</u>		
Taux brut de scolarisation au primaire _____ filles _____ garçons					<u>2003</u> <u>2003</u>	<u>38</u> <u>50</u>
Taux brut de scolarisation au primaire (UNESCO) _____ filles _____ garçons	<u>1990</u>	<u>26</u> <u>20</u> <u>32</u>	<u>2000</u>	<u>35.5</u> <u>29.4</u> <u>42</u>		

⁷ Les données du rapport pays sont présentées dans les premières lignes de chaque case. Les données des agences proviennent généralement de celles compilées dans la base de données sur les indicateurs du millénaire de la division statistique, <http://millennium indicator.un.org>. Les données « OMS » ou « UNAIDS 2004 » sont des mises à jour du Rapport *World Health Report 2004* de l'OMS.

Taux d'alphabétisation <u>15-24</u> _____ Femmes _____ Hommes	<u>1994</u>	<u>19</u>	<u>1998</u>	<u>18</u>	<u>2003</u> <u>2003</u> <u>2003</u>	<u>22</u> <u>12.5</u> <u>29.4</u>
Taux d'alphabétisation <u>15-24 (UNESCO)</u> _____ Femmes _____ Hommes	<u>1990</u>	<u>25</u> <u>14</u> <u>36</u>			<u>2003</u> <u>2003</u> <u>2003</u>	<u>38</u> <u>27</u> <u>49</u>
Ratio par sexe <u>en primaire</u> filles pour 100 garçons Ratio brut d'inscription en primaire <u>(UNESCO)</u>	<u>1990</u>	<u>62</u>			<u>2003</u> <u>2003</u>	<u>77</u> <u>70</u>
Ratio brut d'inscription en secondaire	<u>1990</u>	<u>7.5</u>			<u>2003</u>	<u>15.6</u>
Ratio par sexe <u>en secondaire</u> filles pour 100 garçons Ratio par sexe <u>en secondaire</u> filles pour 100 garçons <u>(UNESCO)</u>	<u>1990</u>	<u>52</u>			<u>2003</u> <u>2002</u>	<u>80</u> <u>64</u>
Taux de mortalité infantile le Taux de mortalité infantile <u>(UNICEF)</u>	<u>1990</u> <u>1990</u>	<u>108</u> <u>118</u>	<u>1998</u> <u>1995</u>	<u>105</u> <u>110</u>	<u>2000</u>	<u>105</u>
Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans Taux de mortalité des enfants de moins de 5 ans <u>(UNICEF)</u>	<u>1993</u> <u>1990</u>	<u>187</u> <u>210</u>	<u>1998</u> <u>1995</u>	<u>127</u> <u>202</u>	<u>2000</u>	<u>198</u>
Taux de mortalité maternelle Taux de mortalité maternelle <u>(UNICEF-WHO)</u>	<u>1993</u> <u>1995</u>	<u>566</u> <u>1,400</u>	<u>1998</u>	<u>484</u>		
Prévalence VIH / SIDA Prévalence VIH / SIDA <u>(UNAIDS, estimation 2004)</u>					<u>2001</u> <u>2000</u>	<u>6.5</u> <u>4.2</u>

Recours à la contraception <u>Zone urbaine</u> <u>Zone rurale</u>	<u>1993</u>	<u>17</u> <u>1.5</u>	<u>1998</u>	<u>20</u> <u>3</u>		
Recours à la contraception <u>Total (UN - Division Population)</u>	<u>1993</u>	<u>4.2</u>	<u>1998</u>	<u>4.8</u>		
Prévalence de la vaccination contre la varicelle					<u>2002</u>	<u>64</u>
Prévalence de la vaccination contre la varicelle (UNICEF)	<u>1990</u>	<u>79</u>	<u>2000</u>	<u>53</u>		
<u>Obstetric care rate</u>			<u>1998</u>	<u>27</u>		
<u>Obstetric care rate (WHO-UNICEF)</u>					<u>2000</u>	<u>31</u>
Décès dus à la malaria pour <u>100 000</u>					<u>2000</u>	<u>292</u>
Décès dus à la malaria pour <u>100 000 (WHO, 2004)</u>						<u>225</u>
Zones forestières	<u>1980</u>	<u>171 tkm²</u>			<u>2000</u>	<u>100 tkm²</u>
Zones forestières, % (FAO)			<u>1990</u>	<u>27</u>	<u>2000</u>	<u>26</u>
Foyers ayant accès à de l'eau potable sans risque <u>Zones urbaines</u> <u>Zones rurales</u>	<u>1990</u>	<u>40</u>			<u>2003</u>	<u>69</u> <u>77</u> <u>54</u>
Foyers ayant accès à de l'eau potable sans risque (WHO-UNICEF) <u>Zones urbaines</u> <u>Zones rurales</u>			<u>2000</u>	<u>42</u> <u>66</u> <u>37</u>		
Foyers ayant accès à des sanitaires <u>Zones urbaines</u> <u>Zones rurales</u>	<u>1998</u>	<u>28</u>			<u>2003</u> <u>2003</u> <u>2003</u>	<u>33</u> <u>84</u> <u>20</u>
Foyers ayant accès à des sanitaires (WHO-UNICEF) <u>Zones urbaines</u> <u>Zones rurales</u>			<u>2000</u>	<u>29</u> <u>30</u> <u>27</u>		

ANNEXE 6 : INDICATEURS DU RENFORCEMENT DES CAPACITES STATISTIQUES

Indicateurs sur les données								
	1. Comptes nationaux	2. Prix	3. Revenu et dépenses	4. Popula- -tion	5. Educa- -tion	6. Santé	7. Emploi	8. Agri- -culture
Agences	INSD	INSD	INSD	INSD	MEBA	Santé	MTEJ	MAHRH
<i>4 fortement développé; 3 développé; 2 plutôt peu développé; 1 peu développé</i>								
0. Conditions préalables								
0.1 Existence et application d'une loi sur la collecte d'informations et le respect de la confidentialité	3	3	3	4	3	1	-	3
0.2 Efficacité de la coordination statistique	1	1	1	3	3	1	-	2
0.3 Adéquation du niveau académique et d'expertise du personnel	2	3	3	4	1	2	-	2
0.4 Adéquation des bâtiments et des équipements	1	1	1	2	1	2	1	2
0.5 Existence de processus et de planification, de suivi et d'évaluation	1	1	1	2	3	3	2	1
0.6 Cadre organisationnel de gestion de la qualité	1	1	1	1	4	1	2	1
1. Intégrité								
1.1 Indépendance des opérations statistiques	4	3	3	4	4	1	1	2
1.2 Culture et éthique professionnelle	3	3	3	4	2	2	2	2
2. Methodological soundness								
2.1 Application des normes internationales et régionales	3	3	3	4	1	3	2	3
3. Accuracy and reliability								
3.1 Adéquation des données de base	3	3	3	4	2	3	2	2
3.2 Suivi des réponses	2	3	3	4	2	2	-	2
3.3 Validation des données administratives	3	3	3	3	3	1	2	1
3.4 Validation des resultants intermediaries et finaux	3	3	3	4	3	3	2	4
4. Serviceability:								
4.1 Consultation par les utilisateurs	2	1	3	3	4	2	3	3
4.2 Publication statistique respectant le calendrier	2	3	1	3	3	2	3	2
4.3 Périodicité des publications statistiques	2	3	1	3	3	-	4	2
5. Accessibilité								

5.1 Qualité de la diffusion	2	3	2	2	3	2	2	2
5.2 Méta données mises à jour	2	3	2	2	3	2	2	1

Notes : Les indicateurs de capacité statistique ont été développées par Paris21.

ANNEXE 7 : PROJETS A PPUYES PAR LES BAILLEURS

AFRISTAT, Agence Française de Développement, EU, Banque mondiale	Enquête 1 -2-3
Banque africaine de développement, PNUD et banque mondiale	Enquête prioritaire I (1994 -95), II (1998) et enquête sur les conditions de vie des ménages (2 003) Profil de pauvreté (1996 – 2003)
Belgique	Trust Fund belge pour le CSLP - Burkina Faso 2000 -2003 Enquête sur les conditions de vie des ménages (2003) et profil de pauvreté Archivage et dissémination des données produites par l'INSD
UE	Appui régional pour la statistique en Afrique Assistance technique : technique de l'information, dissémination, ressources humaines
UE, Agence Française de Développement, EUROSTAT, EUROSTAT, INSEE et AFRISTAT	Méthodologie de l'indice des prix pour les pays de l'UEMOA
Danemark et UE	Enquête Permanente Agricole (2004)
UE, PNUD et Banque mondiale	CSLP
EU, UNFPA et UNICEF	Recensement général de la population et de l'habitat 1996
FAO	Assistance technique pour les enquêtes agricoles et les méthodologies d'enquête
German Technical Cooperation (GTZ)	Prévision macroéconomique (Instrument Automatisé de Prévision)
FMI	Report on the Observance of Standards and Codes (2003) SGDD (2001)
Pays Bas	Recensement agricole en 1993, Enquête Permanente Agricole (1993 -2002) ;Enquête Bétail
PNUD et Banque mondiale	Schéma Directeur de la Statistique (2003)
PNUD	Observatoire National de la pauvreté et du développement humain durable (ONAPAD)
UNICEF	Enquête à indicateurs multiples (EIM)
UNICEF et USAID	Enquête démographique et de santé (EDS)
Banque mondiale	Développement du système national statistique (2004 -2009)

ANNEXE 8 : INDICATEURS CLE DU CSLP ET DES OMD

	CSLP 2004 -2006	Source	QUIBB	OMD	Source		
Revenus	Incidence de l'autosuffisance céréalière des ménages agricoles	EPA			Taux de pauvreté	EBCVM	Objectif 1
	Production céréalière / tête des ménages agricoles	EPA			Pauvreté extrême	EBCVM	
Education et alphabétisme	Taux brut de scolarisation au primaire	DEP/MEBA	Oui	Oui	Taux brut de scolarisation au primaire	DEP/MEBA	Objectif 2
	Taux brut d'admission		Oui				
	Taux d'achèvement au primaire		Oui				
	Taux d'alphabétisation	EBCVM	Oui	Oui	Ratio fille/garçon au primaire Ratio fille/garçon au secondaire	DEP/MEBA	Objectif 3
	Taux brut de scolarisation au primaire, fille	DEP/MEBA	Oui				
	Taux brut d'admission, fille		Oui				
Taux d'achèvement au primaire, fille		Oui					
Santé et nutrition	Taux de mortalité des moins de 5 ans	EDS			Taux de mortalité des moins de 5 ans	EDS	Objectif 4
	Taux de faible poids à la naissance	EBCVM, EDS	Oui				
	Prévalence de l'insuffisance pondérale chez les enfants de moins de 5 ans	EBCVM, EDS	Oui				
	Proportion de naissance assistées médicalement	EDS			Taux de mortalité maternelle	EDS	Objectif 5
	Prévalence du sida	Site sentinelle			Prévalence du sida	Site sentinelle	Objectif 6
	Taux de vaccination	DEP/Health, EDS	Oui	Oui	Prévalence de la malaria		
	BCG						
	DPT3						
	Rougeoles						
	Fièvre jaune						
Water and sanitation	Accès à l'eau potable	EBCVM, EDS	Oui	Oui	Accès à l'eau potable	EBCVM	Objectif 7
	Pourcentage des ménages utilisant des latrines fonctionnelles	EBCVM, EDS	Oui				

Emploi et travail	Taux de chômage	EBCVM	
	Pourcentage de journaliers	EBCVM	Oui
Living conditions	Taux d'électrification	EBCVM	Oui
	Pourcentage de ménages utilisant un foyer amélioré		
	Pourcentage de ménages selon la nature des matériaux du toit et du plancher	EBCVM	Oui
Access to productive assets	Pourcentage de ménages pratiquant la culture attelée		
	Taux d'équipement agricole		
	Ménages ayant accès au crédit		
Access to markets	Temps d'accès aux infrastructures de marché	EBCVM	
Participation	Taux de participation par genre		

ANNEXE 9 : DOCUMENTS CONSULTÉS

AGENCES NATIONALES

Schéma directeur de la statistique du Burkina Faso, 2003

Programme national statistique 2004 -2008

DEP / MAHRH : « Le système des Statistiques Agricoles du Burkina faso »

DEP / MEBA : « Programme National Stat istique 2004 -2008 »

DEP / MPF : « Programme National Statistique 2004 -2008 »

DEP / Ministère de la Santé : « Programme National Statistique 2004 -2008 »

DEP / MTEJ : « Programme statistique du ministère du travail, de l'emploi et de la jeunesse: 2004 - 2008 »

DEP / MPF : « Programme statistique du ministère de la promotion de la femme 2004 -2008 »

PRSP/MDG

PRSP, 2000

PRSP Progress Report, 2001

PRSP Progress Report, 2002

Rapport consolidé sur la mise en oeuvre du CSLP 2000 -2002, 2003

Atelier de validation du rapport consolidé, 2003

Annexe du CSLP 2004 -2006 sur les indicateurs, Forthcoming

DGEP: « Rapport national sur les Objectifs du Millénaire »

MEDEV, CNCS, ONAPAD : « Metadonnées pour comprendre et utiliser les indicateurs de suivi de la pauvreté et du développement humain »

ONAPAD: « Indicateurs clés de suivi du cadre stratégique de lutte contre la pauvreté », 2003

ONAPAD: Indicateurs de Développement Humain, Education, Santé, Emploi et formation professionnelle, Environnement, Gouvernance, Agriculture, Secteur privé et compétitivité, Indicateurs macroéconomiques et budgétaires

Rapport mission canadienne

ANNUAIRES

DEP / MEBA: « Statistiques de l'éducation de base 2002/2003»

DEP / Ministère de la Santé : «Annuaire statistique 2001»

ENQUETES

DEP/ MAHRH: « Révision méthodologique des enquêtes agricoles et maraîchères »

DEP/ MAHRH: « Manuel de l'enquêteur. Enquête permanente agricole »

DEP/ MEBA: « Enquête Statistique Rapide de rentrée scolaire »

DEP/ MEBA: « Enquête Annuelle Enseignement Primaire »

DEP/Ministry of Health : « Rapport mensuel auprès des CSPS, dispensaire, maternité»

INSD: « Analyse des résultats de l'enquête burkinabè sur les conditions de vie des ménages », 2003

INSD: « Burkina faso. La pauvreté en 2003», 2003

INSD: « Enquête 123 » Questionnaire, 2003

AUTRES

MEDEV, GTZ : « Les comptes économiques de la région du Sud -ouest 2000 et 2001 »

AGENCES EXTERNES

Banque africaine de développement : « Programme de Comparaison Internationale: rapport de la mission de pré-évaluation auprès de l'INSD du Burkina-Faso », 2003

UE : « Convention de financement entre la Commission européenne et le Burkina faso », Internal document

PNUD : « Programme de gouvernement de l'Afrique subsaharienne: Document de projet », 2002

OUTILS D'EVALUTATION

PARIS 21: « Indicateurs de renforcement des capacités statistiques », 2002

UN : «Indicators for Monitoring the Millennium Development Goals »

FMI : Métadonnées SGDD

SITES INTERNET

www.agristat.bf.tripod.com (MAHRH)

www.intrapole.com/metj (MTEJ)